PUY-de-DÔME
ARCHIVES
DÉPARTEMENTALES

DOSSIER DOCUMENTAIRE
Collège / lycée

Concours national de la Résistance et de la Déportation

2026-2027 : « Les étrangers dans la Résistance (1940-1945) »



Réfugiés politiques espagnols dans le maquis de Pontaumur (hiver 1943-1944).
Arch. dép. Puy-de-Dôme, photo anonyme, fonds du CODURA, 628 Fi 176

Les Archives départementales du Puy-de-Dôme conservent des ressources documentaires riches et variées sur les événements survenus entre 1940 et 1945 : elles permettent d'étudier de nombreuses facettes de la Seconde Guerre mondiale, dans la région, mais aussi à l'échelle nationale.
Le présent dossier propose une sélection de documents dans la perspective d'une participation d'élèves au Concours national de la Résistance et de la Déportation (C.N.R.D.).
Les photographies, extraits de journaux, documents écrits et témoignages peuvent être librement utilisés en classe.

Dossier documentaire réalisé par
Corinne Dalle (Archives du Puy-de-Dôme)
et Marie-Lise Fieyre (professeure-relai)

Région académique
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
académie Clermont-Ferrand

PUY-de-DÔME
MON DÉPARTEMENT

Le thème « Les étrangers dans la Résistance (1940-1945) » retenu pour le Concours national de la Résistance et de la Déportation permet d'étudier un pan longtemps resté dans l'ombre de la mémoire nationale de la Résistance. Ce n'est que progressivement, à travers le travail des historiens, puis par des gestes de reconnaissance publique plus récents, que cette dimension a été replacée dans le récit résistant.

La notion d'« étranger » mérite d'être interrogée car sa définition diffère de celle qu'elle revêt aujourd'hui. Le cadre chronologique s'étend de l'été 1940, moment où apparaissent les premières formes de refus à la collaboration, jusqu'à la libération complète du territoire en 1945. Cette période est marquée par une évolution profonde du statut des étrangers en France : après des années 1930 déjà traversées par une montée de la xénophobie, le régime de Vichy multiplie les mesures d'exclusion, de dénaturalisation et de répression à leur égard, rendant leur situation particulièrement vulnérable.

Le sujet permet enfin d'explorer la diversité des engagements résistants, lutte armée, propagande, renseignement, actions de sauvetage, ainsi que la pluralité des motivations de ces femmes et ces hommes.

Info +

Portail Eduscol du Ministère de l'Éducation nationale : infos pratiques, règlements, etc.

https://eduscol.education.gouv.fr/6390/participer-au-concours-national-de-la-resistance-et-de-la-deportation

Lettre de cadrage de la session 2026-2027

https://eduscol.education.gouv.fr/sites/default/files/document/lettre-de-cadrage-de-la-session-2026-2027-du-concours-national-de-la-resistance-et-de-la-deportation-127424.pdf

Sommaire

I – Le contrôle et la surveillance des travailleurs étrangers p. 4

II – Les étrangers : un engagement résistant diversifié p. 16

III – La reconnaissance du statut de résistant après la Libération p. 40

IV – Prolongements du dossier en classe p. 54

Fonds conservés aux Archives départementales du Puy-de-Dôme mis en valeur dans ce dossier :

Archives publiques

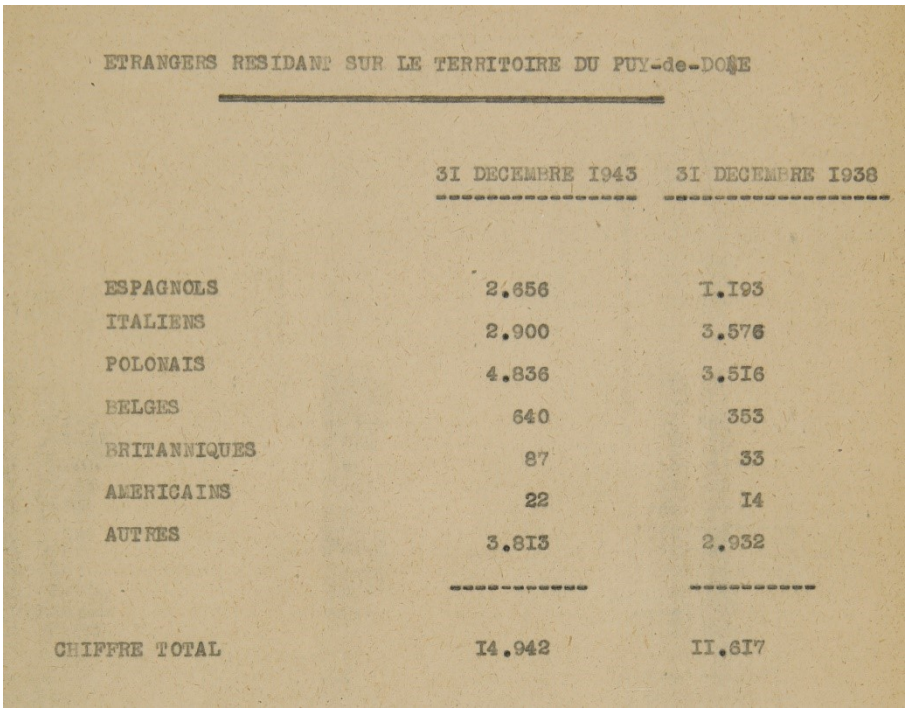
- Cabinet du préfet et services de la préfecture
- Intendance de police
- Office national des Anciens combattants et victimes de guerre

Archives privées

- Fonds famille Palumbo (copies numériques)
- Fonds du Comité d'Union de la Résistance d'Auvergne (CODURA)

Avertissement : en raison de la lecture difficile de certains documents, une transcription est proposée.

I - Le contrôle et la surveillance des travailleurs étrangers



ETRANGERS RESIDANT SUR LE TERRITOIRE DU PUY-de-DOME

	31 DECEMBRE 1943	31 DECEMBRE 1938
ESPAGNOLS	2.656	1.193
ITALIENS	2.900	3.576
POLONAIS	4.836	3.516
BELGES	640	353
BRITANNIQUES	87	33
AMERICAINS	22	14
AUTRES	3.813	2.932
CHIFFRE TOTAL	14.942	11.617

État comparatif du nombre d'étrangers résidant dans le Puy-de-Dôme entre le 31 décembre 1938 et le 31 mars 1943.
Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds du Cabinet du préfet régional (1944), 253 W 209

À partir de la fin des années 1930, la politique française à l'égard des étrangers se durcit fortement. Alors que la France était traditionnellement une terre d'accueil, un climat xénophobe se développe. Le décret-loi du 12 novembre 1938 permet notamment l'assignation à résidence, sur décision administrative, des étrangers considérés comme « indésirables », et permet leur internement. En 1940, l'Occupation et l'instauration du régime de Vichy accélèrent cette politique d'exclusion, qui devient à la fois xénophobe et antisémite. De nombreux étrangers sont alors internés, surveillés ou soumis au travail forcé.

Les centres d'accueil, les groupements de Travailleurs étrangers (G.T.E.), les centres d'internement constituent à la fois un instrument de répression pouvant conduire à la déportation, des foyers de dissidence politique et, dans certains cas, des points de passage vers l'engagement dans les maquis.

Produits dans un contexte de contrôle et de surveillance, **les dossiers d'étrangers tenus par la préfecture** renseignent sur leur identité, leurs déplacements et les mesures prises à leur encontre (internements en particulier). Les fonds préfectoraux comportent également des listes, des rapports de police, des dossiers individuels relatifs à l'internement et aux mesures de regroupement.

Croisés avec les **archives de la police, de la justice et de la mémoire de la Résistance**, ils peuvent permettre d'identifier des étrangers engagés dans la Résistance, de reconstituer leur parcours et de mettre en évidence les réseaux de solidarité dans lesquels ils s'inscrivent.

DOCUMENT 1 /1

Rapport du commissariat des Renseignements Généraux de Clermont-Ferrand au Préfet du Puy-de-Dôme relatif au contrôle des groupements d'étrangers (7 avril 1944).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de la préfecture du Puy-de-Dôme, 277 W 57

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR — J. ST. — ÉTAT FRANÇAIS

POLICE D'ÉTAT

Région de Clermont-Ferrand

Commissariat des RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Clermont-Ferrand.

-:-:-:-:-:-:-

n°3.408.

Clermont-Ferrand., le 7 Avril 1944.

Le COMMISSAIRE PRINCIPAL,
Chef du Service des Renseignements Généraux
du Puy-de-Dôme,

à Monsieur le PREFET Du Puy-de-Dôme DELEGUE
I°DIvision - 3°Bureau-Police des Etrangers-

Référence : Votre lettre du 24 Avril 1943.
Objet : Contrôle des Groupements d'étrangers.

-:-:-:-:-:-:-:-

J'ai l'honneur de vous rendre compte des constatations effectuées par mon service au cours du Ier trimestre 1944 dans les divers groupements et centres d'Etrangers stationnés dans le département du Puy-de-Dôme.

a) CENTRES DEPENDANT du SERVICE du CONTRÔLE SOCIAL des ETRANGERS .-

I°) CENTRE D'ACCUEIL et de RECLASSEMENT N°4 bis à NEBOUZAT.

Ce centre qui n'a subi au cours du Ier trimestre 1944 que peu de modification est toujours occupé par des inaptes à tous travaux et des pulmonaires non contagieux.

Son effectif est passé de 91 étrangers au début du mois de janvier au chiffre de 95 au 31 Mars 1944 dont 92 hommes et 3 femmes, lesquelles, toujours les mêmes, sont employées aux travaux de cuisine. Ces étrangers sont de diverses nationalités mais les Espagnols (39) et les Polonais (27) dominent largement. Parmi eux se trouvent 23 étrangers de race juive dont 4 de nationalité Allemande, 1 de nationalité Hollandaise, 1 de nationalité hongroise et 17 de nationalité Polonaise.

Ces étrangers ne se livrent qu'à de menus travaux de jardinage, d'entretien et d'aménagement de leur centre et quelques uns, parmi les plus robustes, s'occupent à de petits travaux dans les fermes voisines.

Les conditions matérielles d'hébergement n'ont subi aucune modification et sont les mêmes que celles citées dans mes rapports précédents..

Leur état d'esprit est bon et aucune observation n'a été relevée au cours de ce trimestre quant à la discipline imposée

...../.....

laquelle est très large.

2°)CENTRE d'ACCUEIL FAMILIAL N°26 bis de CHATEAUNEUF-les-BAINS :

Ce centre est appelé prochainement à recevoir les femmes du Centre de COMBRONDE.

Durant le trimestre écoulé son effectif n'a pas subi de grosses modifications et au 31/3/1944 il atteignait le chiffre de 257 étrangers en diminution de 18 sur les hébergés présents au 1er janvier.

Sur ces 257 étrangers ou dominent les Espagnols au nombre de 120 on distingue 84 hommes dont 10 israëlites, 100 femmes dont 4 israëlites et 73 enfants dont 3 israëlites.

Ce Centre, qui sert de lieu de passage pour certains en attente de placement chez des particuliers, est aussi un lieu de repos, notamment pour les femmes et les enfants qui y attendent la fin des démarches entreprises par le Service Social pour effectuer leur regroupement familial au lieu d'emploi de leur mari ou père.

Les mutilés espagnols, actuellement une quarantaine, qui ont fait l'objet de mon rapport n°1451 en date du 24/2/1944 relativement à leur attitude au point de vue national et politique, n'ont donné lieu à aucune remarque au cours de ce trimestre. Il semble que la mesure d'internement prise contre deux d'entre eux coupables d'indiscipline et de mauvais esprit ait eu un effet salutaire et ait permis un renforcement de la discipline qui en raison du nombre élevé de femmes et d'enfants était restée jusqu'alors assez large. Actuellement on peut considérer que l'état d'esprit de tous ces étrangers est bon dans l'ensemble. Les dispositions prises pour la surveillance plus étroite de leurs agissements, toujours en vigueur, permettront de se rendre compte si la nouvelle discipline imposée est acceptée par tous sans récrimination.

Les conditions matérielles d'hébergement n'ont pas changé.

3°)CENTRE d'ACCUEIL n°22 bis de COMBRONDE :

Ce Centre est appelé prochainement à subir d'importantes modifications. Les femmes devront passer au Centre de CHATEAUNEUF-les-BAINS afin de laisser plus de place aux enfants d'un centre de l'Ain qui a dû être remis à la disposition du Service des Colonies.

Au cours du trimestre son effectif a augmenté de 21 hébergés et au 31 Mars 1944 il atteignait le chiffre de 146 étrangers sur lesquels on dénombrait : 19 hommes dont 2 israëlites, 43 femmes et 84 enfants. De diverses nationalités ces étrangers se répartissent en :
-5 Autrichiens, 120 Espagnols, 13 Français dont 1 Juif, 3 Italiens, 2 Polonais, 1 Russe et 2 de nationalité indéterminée dont 1 juif.

...../.....

Les Groupements de Travailleurs Étrangers (G.T.E.), créés à l'origine par la Troisième République pour encadrer les réfugiés étrangers (notamment espagnols) mobilisables pour le travail, ont été repris par le régime de Vichy comme un outil de contrôle policier et de fourniture de main-d'œuvre, y compris au bénéfice du régime nazi. Les centres font partie d'un réseau plus large de centres d'internement pour étrangers, utilisés parfois comme lieux de regroupement avant déportation, notamment pour les personnes désignées comme juives.
Le rapport, qui s'inscrit dans le dispositif de surveillance des étrangers, détaille l'organisation des différents centres d'accueil et dresse un état au 1er trimestre 1944 des groupements d'étrangers dans le Puy-de-Dôme.

POINTS NOTABLES

1. **Le langage administratif.** L'usage de l'expression « race juive » et le décompte séparé des personnes juives par nationalité illustre la bureaucratie de la persécution. L'administration ne se contente pas de dénombrer les étrangers, elle applique une catégorisation raciale systématique, conforme aux lois de Vichy (statut des Juifs).
2. **La logique de recensement racial.** Chaque centre fait l'objet d'un décompte systématique des personnes juives (« israélites » ou « Juif »), ventilé par sexe, âge et nationalité. Ce quadrillage statistique très fin — jusqu'à distinguer les enfants juifs des enfants non-juifs — illustre la rigueur bureaucratique avec laquelle l'administration française de Vichy applique les catégories raciales héritées du Statut des Juifs, indépendamment de toute nécessité administrative apparente (gestion des effectifs, logistique).
3. **La composition de la population internée.** Des personnes sont jugées « inaptes au travail » et des malades pulmonaires, des populations vulnérables, économiquement et physiquement.
4. **Le ton neutre voire optimiste** du rapport (« état d'esprit bon », « gestion des effectifs ») montre la banalisation bureaucratique de la surveillance des populations étrangères et juives sous l'Occupation.
5. **La chronologie** : ce rapport, écrit à un moment où les persécutions et déportations s'intensifient, permet de documenter la présence de ces centres jusqu'à une date très tardive de l'Occupation.
6. **Une population majoritairement liée à l'exil républicain espagnol.** La forte présence espagnole rappelle que ces centres ont été ouverts pour accueillir notamment les réfugiés de la guerre civile espagnole (1936-1939), dont certains « mutilés » (probablement blessés de guerre) font l'objet d'une surveillance politique particulière. Le rapport évoque leur « attitude au point de vue national et politique », signe que ces réfugiés étaient perçus comme un risque idéologique (antifranquistes, sympathisants communistes).
7. **Répression et discipline.** Le vocabulaire (« surveillance plus étroite », « discipline acceptée ») est révélateur d'une logique quasi-carcérale, malgré la présence de femmes et d'enfants.

CONCLUSION

Ce rapport donne une idée de l'ampleur du dispositif de contrôle des étrangers dans le Puy-de-Dôme au printemps 1944. Par l'exemple de ces trois centres, plusieurs centaines de personnes sont internées, dont un nombre significatif de personnes juives.

DOCUMENT 2 /1

Rapport du chef de service des Renseignements Généraux de Clermont-Ferrand au Préfet du Puy-de-Dôme relatif au contrôle des G.T.E. du département (23 juin 1944).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de la préfecture du Puy-de-Dôme, 277 W 57

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA POLICE NATIONALE

Commissariat des
RENSEIGNEMENTS GENERAUX
Clermont-Ferrand.
-:-:-:-:-:-
n° 5.586.

J. ST.

ÉTAT FRANÇAIS

CLERMONT-FD., le 23 JUIN 1944.

LE COMMISSAIRE PRINCIPAL,
Chef du Service des Renseignements Généraux
du Puy-de-Dôme,

à Monsieur le PREFET du Puy-de-Dôme DELEGUE
-I°Division-3°Bureau-Police des Etrangers-

Objet : Contrôle des Groupements de Travailleurs Etrangers au Département.
Référence : Vos lettres des 24 Avril 1943 et 20 Mai 1944.

J'ai l'honneur de vous rendre compte des constatations effectuées par mon service au cours du 2°Trimestre 1944, dans les groupes de travailleurs Etrangers stationnés dans le département du Puy-de-Dôme.

I°)662°G.T.E. à RIOM.

A la suite de la création d'une fiche d'emploi pour chaque T.E., en situation régulière les services de la M.O.E. ont pu effectuer de nombreux repêchages d'étrangers et des réintégrations de T.E. en situation irrégulière. Ainsi l'effectif du 662°G.T.E. est passé de 768 à la fin du premier trimestre 1944, à 806 accusant un gain de 199 étrangers puisque le total des pertes a été pour la période correspondante de 161, dont 87 par suite de mutations à d'autres groupements.

Par nationalité, la répartition des T.E. est la suivante :

-Autrichiens :	2	dont	2 juifs,
-Belges,	50		
-Espagnols :	631		
-Français :	1	dont	1 juif,
-Hollandais :	11	dont	3 juifs,
-Hongrois :	3	dont	3 juifs,
-Lettons :	1		
-Luxembourgeois :	7		
-Polonais :	81	dont	6 juifs,
-Portugais :	1		
-Roumains :	3		
-Russes :	10	dont	2 juifs,
-Sarrois :	1		
-Tchèques :	2		
-Yougoslaves :	2		
Total :	806	dont	17 juifs,

Durant ce trimestre, on n'enregistre que 58 absences illégales contre 329 au cours du premier trimestre. Ce fait est significatif du bon état d'esprit qui règne parmi les T.E. puisque malgré le débarquement anglo-américain sur les côtes françaises et l'influence croissante des gens du maquis dans certaines régions de montagne, notamment, les étrangers sont restés calmes dans l'ensemble et aucune grosse défection ne s'est produite parmi eux. Ceux qui ont été en contact avec le maquis ont marqué une totale indifférence aux sollicitations dont ils ont pu être l'objet. Respectant les ordres de leurs chefs en général ils ne se sont pas mêlés aux groupes de réfractaires, sont restés dans leur emploi où ont rejoint la portion centrale à RIOM, afin d'être affecté dans une autre zone du département. Il convient néanmoins de remarquer que depuis une quinzaine environ, le groupe n'a plus de liaison permanente avec certains T.E. travaillant dans les régions de montagne notamment dans les cantons de PONTAUMUR, BESSE, HERMENT, etc..., et qui par conséquent, il est difficile de connaître la position actuellement prise par les T.E. s'y trouvant, car on a entendu dire dans leur milieu qu'ils se désintéressaient de cette lutte entre Français. Il y a lieu d'admettre que les T.E. continueront à observer une attitude neutre et qu'ils s'abstiendront de se livrer à une activité antigouvernementale quelconque. Mais cette attitude pourrait dit-on, se modifier si des mesures étaient prises contre eux à la suite de la prise de position de certains d'entre eux en faveur de la dissidence, initiative dont la généralité ne saurait être rendue responsable.

Aucun changement dans les conditions d'hébergement qui restent sujettes aux mêmes critiques déjà formulées dans mes précèdents rapports.

Le tableau d'utilisation de ces 806 étrangers est le suivant :

-dans l'agriculture :	223,
-dans le forestage :	227
-dans les Mines :	80,
-dans les industries diverses :	44,
-dans les services administratifs :	34,
-par les autorités d'occupation :	84,
-services généraux du Groupe et divers :	II4,
	806

DOCUMENT 2 - ANALYSE ET CONTEXTE

Ce document décrit la situation du 662e Groupements de Travailleurs Étrangers (G.T.E.) à Riom au cours du 2e trimestre 1944. Le compte-rendu est rédigé dans un contexte de désagrégation croissante de l'autorité vichyste quelques semaines seulement après le débarquement allié de Normandie.

POINTS NOTABLES

1- **Le décompte racial des « juifs »**. Chaque nationalité dénombrée fait l'objet d'un sous-décompte des personnes juives, preuve que la logique du Statut des Juifs continue de s'appliquer systématiquement à la main-d'œuvre étrangère jusqu'à une date très tardive de l'Occupation.
2- **L'effritement du contrôle territorial**. La mention de la perte de « liaison » avec les travailleurs étrangers (T.E.) affectés dans les cantons de Pontaumur, Besse et Herment, zones de maquis, témoigne du recul concret de l'autorité de l'État français sur le terrain.
3- **Une neutralité prudente, sous surveillance**. L'insistance sur le calme et l'« indifférence » des T.E. face aux « sollicitations » du maquis, contrebalancée par l'aveu que cette attitude pourrait basculer en cas de répression, trahit une inquiétude réelle des Renseignements Généraux quant à la fidélité de cette population, malgré le ton rassurant du rapport.
4- **L'exploitation économique de la main-d'œuvre étrangère**. Le tableau d'utilisation par secteur (agriculture, forestage, mines, industries), et surtout la mention de 84 T.E. affectés directement « par les autorités d'occupation », illustre ntla mise au travail forcé de cette population au service de l'effort de guerre allemand jusqu'à l'été 1944.
5- **La chute des « absences illégales » (fuites)**. La baisse des absences illégales, présentée comme un signe de bon esprit, doit être lue avec prudence.
6- **Le ton administratif neutre**. L'emploi d'expressions gestionnaires (« bon état d'esprit », « tableau d'utilisation », « gain d'étrangers ») pour décrire une population placée sous contrôle policier illustre la banalisation du traitement bureaucratique du contrôle des étrangers sous l'Occupation.
7- **Une population majoritairement espagnole**. Elle représente plus des trois quarts de l'effectif, ce qui rappelle le poids de l'exil républicain espagnol dans la main-d'œuvre étrangère mobilisée en Auvergne.

CONCLUSION

Ce rapport de juin 1944, rédigé à la veille de la Libération, montre la persistance du dispositif de surveillance et d'exploitation économique de la main-d'œuvre étrangère, avec son volet de recensement racial des personnes juives, à un moment où l'autorité de l'État français est de plus en plus contestée par le débarquement des Alliés et par les maquis. Il illustre la coexistence d'une logique bureaucratique inchangée et d'une réalité politique et militaire en pleine bascule.

DOCUMENT 3

Règles concernant la circulation des travailleurs étrangers diffusée aux chefs de G.T.E. et aux forces de gendarmerie [été 1944].

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de la préfecture du Puy-de-Dôme, 277 W 57

REGLES CONCERNANT LA CIRCULATION
DES T.E.

Un TE est un étranger titulaire d'une "fiche d'identité de travailleur étranger" non dépliante comportant un numéro matricule, l'état-civil, le signalement, la photographie et les empreintes digitales de l'intéressé, la signature et le cachet du Chef de groupe.

Tout étranger titulaire d'une telle fiche doit posséder en outre une "fiche d'emploi" revêtue des 3 visas prévus (groupe, employeur, gendarmerie) et dont la date inscrite en dernier lieu dans la colonne de gauche n'a pas encore été dépassée.

Cette fiche d'emploi autorise le TE à travailler chez le dernier employeur inscrit, et chez lui seul. Les deux fiches réunies autorisent le TE à se déplacer dans la commune de son lieu de travail et dans les communes limitrophes, et dans ces limites seulement. Passé ces limites, le T.E. doit être titulaire soit d'un ordre de service ou d'un congé délivré par son Chef de groupe, soit d'une lettre de son employeur l'autorisant à se rendre au bureau du Chef de groupe.

TOUT T.E. NE REMPLISSANT PAS CES CONDITIONS EST EN SITUATION IRREGULIERE ET DOIT ETRE ARRETE. SON CAS SERA SOUMIS TELEPHONIQUEMENT AU CHEF DU GROUPE DEPARTEMENTAL DE T.E. QUI DECIDERA DE L'AFFECTATION A LUI DONNER.

L'employeur qui, de son côté, embaucherait un TE. sans l'autorisation du groupe dont dépend ce dernier, c'est-à-dire sans avoir été au préalable inscrit par les soins de ce groupe sur la fiche d'emploi, s'exposerait aux poursuites prévues par les lois et règlements en vigueur.-

Il s'agit d'une fiche récapitulative vraisemblablement diffusée aux chefs de Groupe de Travailleurs Étrangers (G.T.E.), et aux forces de gendarmerie, sans doute produite par le service en charge des G.T.E. de la préfecture du Puy-de-Dôme. L'objectif de l'instruction est fixer les règles encadrant l'identification, l'emploi et la circulation des travailleurs étrangers (T.E.).
Ce document s'inscrit dans le même dispositif administratif que les rapports trimestriels des Renseignements Généraux sur les G.T.E. du Puy-de-Dôme, qui encadrent étroitement la main-d'œuvre étrangère par un système de fiches individuelles. La mention d'une « fiche d'emploi » correspond très probablement au dispositif évoqué dans le rapport du 23 juin 1944, où sa mise en place avait permis « de nombreux repêchages d'étrangers ».

POINTS NOTABLES

1. **Un contrôle documentaire à caractère policier**. Le cumul de la photographie, des empreintes digitales et d'un numéro matricule sur la fiche d'identité, associé à un système de triple visa (groupe, employeur, gendarmerie), relève d'une logique de surveillance individuelle appliquée à une population civile au seul motif de sa nationalité étrangère.
2. **Une liberté de circulation quasi nulle**. Le rayon de déplacement autorisé se limite à la commune de travail et aux communes limitrophes : il s'agit d'une forme d'assignation à résidence.
3. **L'arrestation comme sanction automatique**. La formule « doit être arrêté » pour toute irrégularité montre que la moindre omission ou anomalie administrative suffit à faire basculer un travailleur étranger dans l'illégalité et une possible condamnation, voire la clandestinité.
4. **La centralisation du pouvoir de décision**. Le sort de tout T.E. arrêté est soumis « téléphoniquement » au Chef du groupe départemental, qui décide seul de son affectation : cette procédure rapide et centralisée illustre l'efficacité recherchée du contrôle, au détriment de toute garantie procédurale pour la personne concernée.
5. **La responsabilisation des employeurs**. En exposant les employeurs fautifs à des poursuites, le texte fait peser sur eux la responsabilité du respect du dispositif, sans nécessiter une surveillance permanente sur le terrain.
6. **Un document sans date ni signature**. Ce texte se présente comme une notice générale, probablement destinée à être diffusée auprès des différents acteurs du dispositif (chefs de groupe, gendarmerie, employeurs).

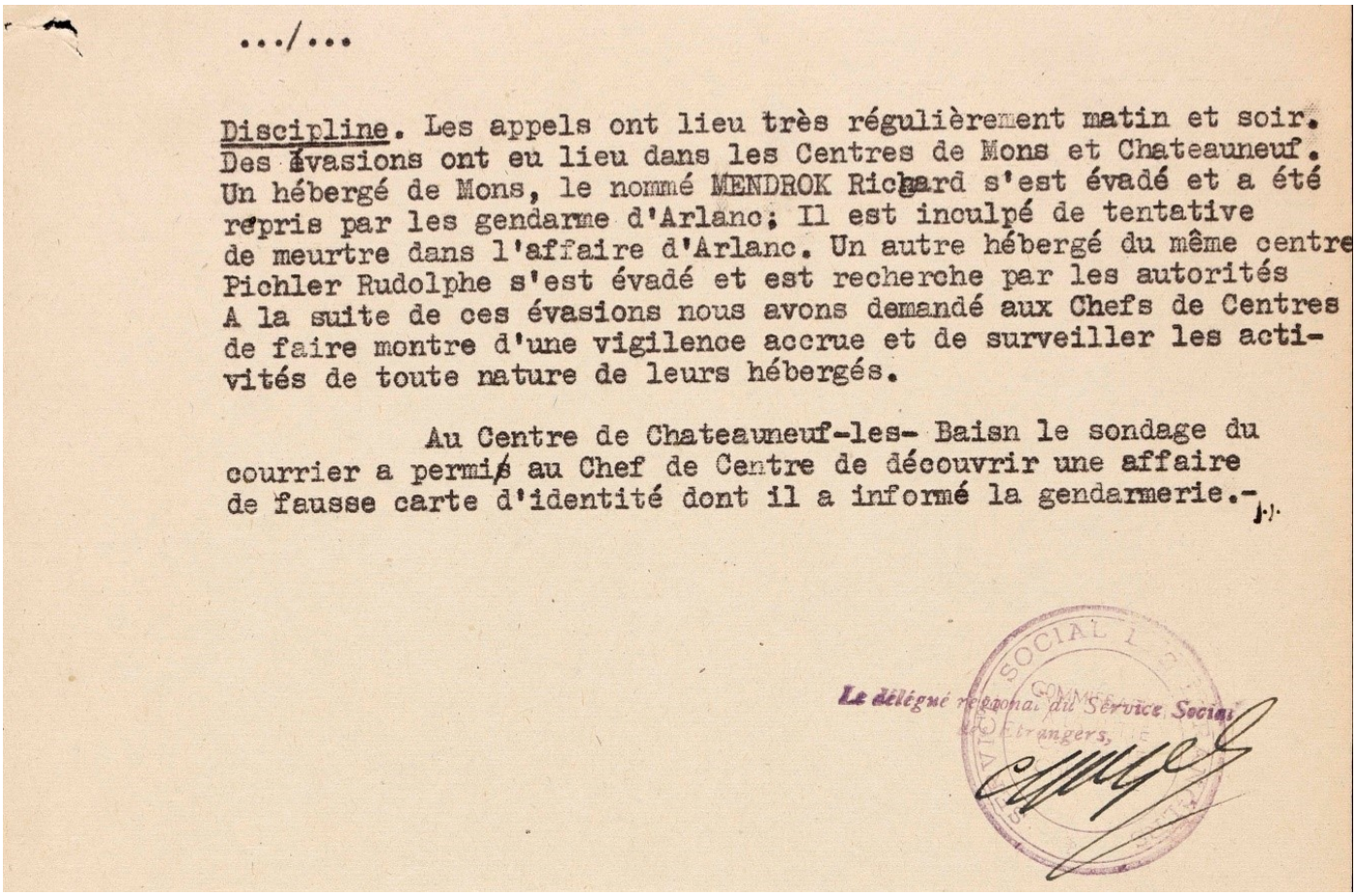
CONCLUSION

Ce document réglementaire peut compléter les rapports statistiques des Renseignements Généraux en montrant le contrôle exercé sur les travailleurs étrangers dans le Puy-de-Dôme : identification systématique, liberté de circulation réduite, et arrestation automatique en cas de manquement. Il confirme que le système des G.T.E., loin d'être un simple dispositif de main-d'œuvre, constitue un dispositif de contrôle policier strict.

DOCUMENT 4

Extrait du rapport périodique du délégué régional du Service Social des Étrangers au préfet du Puy-de-Dôme (8 juillet 1943).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de la préfecture du Puy-de-Dôme, 277 W 57



.../...

Discipline. Les appels ont lieu très régulièrement matin et soir. Des évasions ont eu lieu dans les Centres de Mons et Chateauneuf. Un hébergé de Mons, le nommé MENDROK Richard s'est évadé et a été repris par les gendarme d'Arlanc; Il est inculpé de tentative de meurtre dans l'affaire d'Arlanc. Un autre hébergé du même centre Pichler Rudolphe s'est évadé et est recherche par les autorités A la suite de ces évasions nous avons demandé aux Chefs de Centres de faire montre d'une vigilence accrue et de surveiller les activités de toute nature de leurs hébergés.

Au Centre de Chateauneuf-les- Baisn le sondage du courrier a permis au Chef de Centre de découvrir une affaire de fausse carte d'identité dont il a informé la gendarmerie.-

Le délégué régional du Service Social des Étrangers,

Ce document qui s'inscrit dans le dispositif de surveillance des Groupements de Travailleurs Étrangers (G.T.E.) fait état des évasions et des incidents survenus dans les centres du Puy-de-Dôme.

POINTS NOTABLES

1- **Un contrôle à plusieurs niveaux**. Appels biquotidiens, surveillance des activités, et contrôle du courrier (« sondage »), révélant une surveillance intrusive de la correspondance des hébergés.
2- **La gravité de certains incidents**. Evasion liée à une affaire criminelle plus grave (tentative de meurtre dans « l'affaire d'Arlanc »).

CONCLUSION

Ce rapport illustre le contrôle exercé sur les travailleurs étrangers dans les centres du Puy-de-Dôme : discipline stricte, surveillance de la correspondance, coopération avec la gendarmerie, et réaction rapide aux incidents (évasions, faux documents). Il permet d'entrevoir la participation de certains travailleurs étrangers aux actions de la Résistance.



Pour en savoir plus sur l'attaque de la gendarmerie d'Arlanc :
https://www.archivesdepartementales.puy-de-dome.fr/n/un-fait-de-resistance-l-attaque-de-la-gendarmerie-d-arlanc-juin/n:818

II- Les étrangers : un engagement résistant diversifié



Maquis anglais et canadien, pilotes de la RAF (octobre 1943).
Arch. dép. Puy-de-Dôme, photo anonyme, fonds du Comité d'Union de la Résistance d'Auvergne (CODURA), 628 Fi 196

Des motivations diverses, une lutte commune.

L'engagement d'étrangers dans la Résistance ne procède pas d'un mobile unique. Souvent, pour les antifascistes italiens et allemands, il s'agit de poursuivre un combat entamé au moment de la montée des régimes autoritaires, bien avant la défaite française de 1940. Pour les républicains espagnols, la lutte contre le nazisme prolonge celle menée contre Franco. Pour les juifs immigrés (naturalisés ou non), la Résistance est souvent une question de survie autant que d'idéal politique, face à une persécution qui les vise directement. Pour d'autres encore, l'adhésion au communisme international ou l'attachement à des valeurs universalistes de liberté motive l'action.

Cette diversité de parcours se traduit par une diversité de formes d'engagement : sabotage industriel, renseignement, fabrication de faux papiers, diffusion de tracts et de presse clandestine, hébergement de clandestins, ou lutte armée directe.

FONDS D'ARCHIVES SOLLICITÉS

Les archives de **l'intendance de police** sont particulièrement utiles pour travailler sur les étrangers engagés dans la Résistance, car elles montrent comment ceux-ci étaient considérés et surveillés par les autorités de Vichy.

Elles contiennent notamment :
- des dossiers individuels d'étrangers soupçonnés d'activités clandestines, qui renseignent leur nationalité, leur parcours, le lieu de résidence et leur situation administrative ;
- des rapports de surveillance, d'arrestations ;
- des notes sur les troubles et les évasions des lieux d'internement ;
- des informations sur les réseaux d'étrangers et les activités résistantes.

Elles montrent la manière dont la police identifie et réprime les étrangers considérés comme suspects. L'intendant de police est l'adjoint et le représentant du préfet régional pour toutes les questions intéressant la police de la région. Le fonds d'archives du cabinet du préfet et celui de l'intendance de police sont donc complémentaires, et parfois redondants : par exemple, les rapports et comptes rendus d'opérations de police sont systématiquement envoyés au préfet (original) par l'intendant (qui en conserve une copie).

Les archives du **cabinet du préfet** sont utiles pour travailler sur les étrangers engagés dans la Résistance, car elles permettent de comprendre comment les autorités départementales les surveillent, les identifient et les répriment.

Elles peuvent notamment contenir :
- des rapports de police et de gendarmerie sur des étrangers considérés comme suspects ;
- des informations sur leur nationalité, résidence, situation administrative et parcours ;
- des dossiers concernant les arrestations, internements, expulsions ou assignations à résidence ;
- des informations permettant de replacer les parcours individuels dans le contexte plus large de la politique de Vichy envers les étrangers.

À l'été 1944, face à l'avancée des Alliés, ces archives, vu leur sensibilité, ont pu faire l'objet de destruction ou de détournement.

Enfin, des dossiers issus du fonds d'archives du **commissaire de la République**, rouage essentiel du nouveau pouvoir français placé sous l'autorité du GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) à partir d'août 1944, sont susceptibles de contenir des renseignements sur l'engagement des étrangers dans la Résistance.

DOCUMENT 5

Note des Renseignements Généraux du Puy-de-Dôme au préfet : fiche de enseignements sur Martin David (5 janvier 1951).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds du cabinet du préfet du Puy-de-Dôme, 221 W 14

CLERMONT-Fd, le 5 Janvier 1951.-

RENSEIGNEMENTS GENERAUX
du PUY-de-DOME.

OBJET : a/s de M. DAVID Martin.-

DAVID

Martin

né le 27 Juillet 1901 en Pologne, et son épouse née AMANANT Rose, le 9 Septembre 1901 à TARNOPOL (Pologne), de nationalité polonaise, venant de Paris sont arrivés à CLERMONT-Fd le 15 Octobre 1940, et ont résidé en meublé 64 rue Bansac.

M. et Mme DAVID ont vraisemblablement été dénoncés comme étant israëlites par une de leurs voisines, [redacted], Alias TALKI Monique, milicienne notoire, qui les accusait en outre de se livrer au "marché noir". Ils ont été arrêtés par la Milice dans l'après-midi du 24 Juillet 1944, en même temps qu'un de leurs amis dans la chambre de ce dernier, chez M. TAILHANDIER, épicier, 8 Boulevard Lafayette.

Mme DAVID a été remise en liberté tandis que son mari a été emprisonné à la prison militaire du 92ème R.I. puis déporté en Allemagne.

Dès Juin 1942, les époux DAVID avaient été soupçonnés par la Police, ainsi qu'un groupe d'étudiants, tous domiciliés 64 rue Bansac, de vouloir troubler ou empêcher les séances cinématographiques hebdomadaires qui avaient lieu au cinéma Mozart, rue Blatin pour les membres de la Commission allemande d'armistice.

Cette note s'inscrit dans le contexte de la persécution des Juifs étrangers en France occupée et de la répression exercée par la Milice. Rédigée en 1951 dans le cadre des démarches engagées après-guerre pour la reconnaissance du statut de victimes de la déportation, elle retrace, pour la période 1942-1944, le parcours de Martin DAVID, ressortissant polonais de confession juive installé à Clermont-Ferrand, ainsi que les circonstances de son arrestation.

POINTS NOTABLES

1. **Une dénonciation de voisinage nommément identifiée**. Le document mentionne la dénonciatrice « milicienne notoire » : la dénonciation antisémite se double ici d'un engagement politique auprès de la Milice.
2. **Une arrestation tardive dans l'Occupation**. L'arrestation qui a lieu le 24 juillet 1944 illustre la persistance de la répression antisémite jusqu'aux derniers jours du régime de Vichy.
3. Un **antécédent de surveillance dès 1942**, sans lien apparent avec la question juive. Les soupçons qui pèsent sur les époux David en 1942, concernant le trouble des séances de cinéma destinées à la Commission allemande d'armistice (siégeant à Clermont-Ferrand), montrent que le couple était déjà repéré par la police pour une posture de résistance.
4. **Un document de synthèse tardif** révélateur des usages administratifs de l'après-guerre. Cette fiche montre comment, plusieurs années après les faits, les archives de la période d'Occupation sont consultées pour répondre à des demandes de renseignement du nouveau gouvernement en place.

CONCLUSION

Ce document éclaire *a posteriori* le fonctionnement concret de la persécution antisémite à Clermont-Ferrand : dénonciation de voisinage par un agent de la Milice, arrestation et déportation du mari. Il témoigne aussi de l'engagement résistant de certains étrangers. Il illustre également comment les archives policières et administratives de la guerre ont continué, dans les années 1950, à appuyer les démarches liées à l'indemnisation des victimes.

DOCUMENT 6

Note du service des Renseignements généraux au préfet du Puy-de-Dôme au sujet de l'autorisation de séjour pour le Maroc formulée par Marien Kania : fiche de renseignement (3 octobre 1949).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds du cabinet du préfet du Puy-de-Dôme, 221 W 19

RENSEIGNEMENTS GENERAUX
du PUY-de-DOME

Clermont-Fd, 3 Octobre 49.

OBJET : a/s de la demande d'autorisation de séjour pour le MAROC, formulée par le nommé KANIA Marien.

KANIA

Marien,

né le 13 Juillet 1925 à BALIN (Pologne), de Pierre et de SCHWARECK Véronique, d'origine polonaise, de nationalité française par naturalisation, employé, est domicilié chez sa mère, impasse des chaussetiers à CLERMONT-FERRAND (P.deD.

Entré en FRANCE en 1926 avec ses parents, l'intéressé est venu se fixer à CLERMONT-FERRAND en 1933, rue de la Treille. Depuis 1940, il habite impasse des chaussetiers.

L'intéressé qui a fréquenté les écoles françaises jusqu'à l'âge de 14 ans, est titulaire du C.E.P. Par la suite, il a travaillé comme apprenti-mécanicien au Garage TIXIER, puis au Garage SAURER.

Membre de la résistance, il a franchi la frontière espagnole le 13.11.1943 pour gagner l'ANGLETERRE, où il s'est engagé dans une formation militaire britannique.

Il a été démobilisé en octobre 1946. Il a travaillé ensuite aux Etablissements BINET (8 mois), à la Cie d'Assurance "LA PREVOYANCE" (1 an), aux Etablissements VIDAL de LYON jusqu'en juin 1949, puis comme commis de restaurant à l'Hôtel CARLTON à VICHY jusqu'au 1er septembre de cette année.

KANIA qui est en projet de mariage avec la nommé PIQUE Geneviève veut se rendre au MAROC à MARRAKECH, où on lui a offert un emploi à l'Hôtel "LA MANOUSSIA" pour la saison d'hiver.

Les renseignements de conduite et de moralité recueillis sur le compte de l'intéressé sont favorables. Son attitude nationale n'a fait l'objet d'aucune remarque défavorable.

Toutefois, il a été condamné le 16.4.1943 par le Tribunal Correctionnel de Clermont-Ferrand à 200 francs d'amende pour défaut de carte d'identité d'étranger.

DOCUMENT 6 - ANALYSE ET CONTEXTE

Ce document retrace le parcours personnel, professionnel et résistant de Marien KANIA, afin d'instruire sa demande d'autorisation de séjour au Maroc, et de rendre un avis sur sa conduite et sa moralité.
Il s'inscrit dans le contexte d'après-guerre, où l'on instruit les demandes administratives de déplacement, y compris vers les protectorats français comme le Maroc. La mention du franchissement de la frontière espagnole en novembre 1943 renvoie aux filières d'évasion empruntées par de nombreux résistants et jeunes gens souhaitant rejoindre les Forces françaises libres ou les forces alliées, via l'Espagne puis l'Angleterre. La condamnation de 1943 pour défaut de carte d'identité d'étranger rappelle par ailleurs les obligations administratives pesant, sous l'Occupation, sur les personnes d'origine étrangère, même naturalisés.

POINTS NOTABLES

1. **Un parcours d'intégration classique**. Arrivé enfant en 1926, scolarisé en France jusqu'à 14 ans, et naturalisé, KANIA présente un profil typique d'une partie de l'immigration polonaise de l'entre-deux-guerres en Auvergne.
2. **Un engagement résistant marquant**. Le franchissement de la frontière espagnole en novembre 1943 pour rejoindre l'Angleterre et s'engager dans une formation militaire britannique atteste d'un parcours de résistance actif, par une filière d'évasion typique de la période.
3. **Une infraction administrative**. La condamnation du 16 avril 1943 pour défaut de carte d'identité d'étranger, survenue quelques mois avant son départ pour l'Angleterre, illustre le contrôle pesant sur les personnes d'origine étrangère sous l'Occupation ; et surtout la politique de l'État français de dénaturalisation des étrangers.
4. **Un avis globalement favorable** malgré un antécédent judiciaire. Les Renseignements Généraux concluent à une conduite et une moralité favorables et à une attitude nationale irréprochable.

CONCLUSION

Ce document met en lumière le parcours d'un jeune Polonais naturalisé français, intégré puis engagé dans la Résistance via les forces alliées. L'avis final des Renseignements Généraux, favorable malgré une condamnation antérieure, illustre la manière dont l'administration prend en compte le mérite patriotique d'un individu pour statuer sur une demande de déplacement.

DOCUMENT 7 - document transcrit /1

Extrait du rapport du commissaire de Police de Sûreté adressé au Commissaire Principal, chef de la brigade de police de sûreté, relatif au vol au bureau des P.T.T. de Vernet-la-Varenne (6 mars 1944).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de l'intendance de police, 900 W 61

Clermont-Ferrand, le 6 Mars 1944,

Le Commissaire de Police de Sûreté à Monsieur le Commissaire principal, Chef de la Brigade Régionale de Police de Sûreté

Objet : Vol qualifié au bureau des P.T.T. de Vernet-la-Varenne (Puy-de-Dôme).

LES FAITS

Le jeudi 24 Février 1944, vers 9 heures du matin, deux individus se présentaient à la poste de Vernet-la-Varenne et, pendant que l'un d'eux faisait le guet, l'autre se faisait remettre par le receveur, qu'il menaçait avec son arme, une somme de 33525 francs.

Exploitant des renseignements parvenus à leur connaissance, les brigades de Gendarmerie de Jumeaux et de Brassac-les-Mines procédaient simultanément, le 27 février, à des investigations dans les communes de Lamontgie et de Charbonnier. Au domicile des époux CERNIK à Lamontgie, les gendarmes découvraient un individu, caché dans un placard, qui, après avoir blessé de plusieurs coups de feu l'Adjudant BAYON et le gendarme GOURNILLAT, était blessé mortellement.

L'opération effectuée à Charbonnier amenait l'arrestation, chez un nommé PUNGARTNIK, d'un individu disant s'appeler PITEK Yven, né le 23 février 1926 à Krmely (Yougoslavie), qui n'opposait aucune résistance. Il était trouvé porteur d'une somme de 33.675 francs et avouait être l'un des auteurs de l'attaque du bureau de poste de Vernet-la-Varenne. (…)

L'ENQUÊTE

Dès le début de l'enquête, PITEK donnait toutes précisions permettant d'établir formellement que l'individu abattu à Lamontgie était bien co-auteur de l'attentat de Vernet-la-Varenne et que son identité était la suivante : KOLSCK Otto, né vers Septembre 1925 en Yougoslavie.

PITEK et KOLSCK ont appartenu à un groupement clandestin stationné primitivement dans les environs de Saint-Germain-l'Herm, puis dans la région de Fournols. Ayant été désignés pour aller commettre des attentats à Lyon et ne voulant s'y soumettre, ils ont décidé de reprendre leur liberté. Ils ont quitté leur groupement le dimanche 20 Février, vers 18 heures 30, en emportant leurs skis et leurs armes.

Ils avaient convenu de se rendre directement chez le nommé CERNIK Joseph à Lamontgie qui les avait reçus antérieurement et connaissait leur situation irrégulière. Craignant des ennuis, il fit quelques difficultés pour recevoir PITEK, puis KOLSCK qui s'était égaré. Ces derniers passèrent ensuite la nuit du 21 au 22 dans une famille yougoslave de Charbonnier, nommée PUNGARTNIK, où PITEK avait également été reçu en Décembre 1943. Du mardi 22 au jeudi matin 24, KOLSCK et PITEK se firent à nouveau héberger chez CERNIK à Lamontgie et plusieurs membres de cette famille purent constater qu'ils étaient armés. (…)

[…]

[…]

En effet, PITEK et KOLSCK, voulant se procurer une somme minimum de 15.000 francs, pour regagner leur pays d'origine, avaient décidé d'attaquer soit la Mairie soit le bureau de poste de Vernet. Ils portèrent finalement leur choix sur celui-ci estimant que les chances étaient plus grandes d'y trouver une somme importante. Le jeudi 24, vers 4 heures du matin, ils quittèrent la maison CERNIK et, chaussés de leurs skis, se rendirent à Vernet-la-Varenne où ils arrivèrent vers 8 heures. Après avoir repéré la recette postale, ils attendirent son ouverture (…). À 8 h 50, ils y revinrent et, pendant que KOLSCK restait dans le tambour d'entrée pour maintenir la porte fermée, PITEK pénétra dans le bureau.

Sous la menace de son révolver à barillet, il somma le receveur (…) de lui remettre la caisse (…). PITEK (…) avisa le coffre-fort situé dans le bureau même du receveur, obligea celui-ci à lui ouvrir la porte de séparation puis celle du coffre et puisa une somme de 32.880 francs (…).

M. VERHIET lui ayant demandé un reçu, PITEK, tenant alors son révolver de la main gauche, écrivit sur un morceau de papier : « C'est pour les partisans ». Il s'en alla ensuite à reculons et rejoignit son camarade après avoir dit au receveur : « Police.... dix minutes ».

KOLSCK et PITEK sortirent du village et, ayant rechaussé leurs skis, partirent en direction de Lamontgie (…). Aux environs de Champagnat, ils furent interpellés par des gendarmes et essuyèrent un coup de feu. KOLSCK fit une chute et PITEK continua sa route (…). Après avoir erré dans la campagne et s'être caché jusqu'à la tombée de la nuit, PITEK se présenta chez Joseph CERNIK qui lui apprit que KOLSCK venait de passer mais qu'il ne l'avait pas gardé chez lui car les gendarmes se trouvaient dans le village et recherchaient les auteurs du cambriolage de Vernet. PITEK partit alors pour Charbonnier avec l'intention de se réfugier chez PUNGARTNIK. Il y arriva tard dans la nuit et demanda au père, Jean PUNGARTNIK, de l'héberger ; celui-ci l'envoya à ses filles, Marie et Christiane, qui acceptèrent.

Le vendredi 25 dans la soirée, KOLSCK prit un repas chez CERNIK et demanda à celui-ci s'il pouvait se rendre à Charbonnier où devait se trouver PITEK (…). CERNIK accepta mais ce fut son fils Brétislav, âgé de 19 ans, qui se rendit le 26 au matin chez PUNGARTNIK (…). Celui-ci lui remit une somme de 6.000 francs pour KOLSCK sur laquelle ce dernier en prélève 1.000 [francs], qu'il donne aux époux CERNIK pour les indemniser des frais qu'il leur occasionnait. PITEK remettait une pareille somme à Marie FISTER née PUNGARTNIK.-

À ce moment, (…) les différents membres des familles CERNIK et PUNGARTNIK étaient au courant de l'attaque à main armée du bureau de poste de Vernet-la-Varenne et présumaient fortement que KOLSCK et PITEK en étaient les auteurs. Chacun les savait armés et Marie FISTER-PUNGARTNIK avait reçu les aveux de PITEK. (…)

[…]

DOCUMENT 7 - document transcrit /3

CONCLUSIONS

KOLSCK Otto, né présumé en septembre 1925 en Yougoslavie, décédé le 27 février 1944 à Lamontgie (Puy-de-Dôme), PITEK Yvan, né le 23 Février 1926 à Krmely (Yougoslavie), sont coupables de vol qualifié selon les aveux mêmes de PITEK. Celui-ci, seul survivant, a été déféré au Parquet d'Issoire et écroué.

CERNIK Joseph (…) né à Tesow (Moravie), CERNIK Brétislav, né (…) à Sleska-Ostrava (Tchécoslovaquie), PAVLEK Appoline, épouse CERNIK, née (…) à Fridek (Tchécoslovaquie), CERNIK Miroslav, né (…) à Sleska-Ostrava (Tchécoslovaquie), CERNIK Cestmir, né (…) à Sleska-Ostrava (Tchécoslovaquie), PUNGARTNIK Jean, né (…) à Vitange (Yougoslavie), FISTER née PUNGARTNIK Marie, née (…) à Leoben (Autriche), PUNGARTNIK Christiane, née (…) à Leoben (Autriche), se sont rendus coupables de recèlement de criminels (…).

Il y a lieu de noter le rôle particulièrement important de CERNIK Joseph qui a accepté une somme d'argent provenant du vol ; de son fils CERNIK Brétislav, qui reconnaît avoir tenté d'égarer les recherches des gendarmes, de Marie FISTER née PUNGARTNIK, qui a accepté également de l'argent et savait PITEK coupable de crime.

Par contre, l'attitude de PAVLEK Appoline, épouse CERNIK, (…), de CERNIK Miroslav et de CERNIK Cestmir, (…) paraît ne pas devoir faire retenir à leur encontre une intention coupable. Toutes les personnes ci-dessus désignées et coupables de recèlement de criminels ont été déférées au parquet d'Issoire et écrouées, sauf PUNGARTNIK Jean qui a été laissé en liberté. (…)

DOCUMENT 7 - ANALYSE ET CONTEXTE

Le rapport établi suite au vol à main armée commis le 24 novembre 1944 au bureau des PTT du Vernet-la-Varenne retrace les faits, la traque des auteurs de nationalité étrangère, le déroulement précis du vol, le réseau d'hébergement dont ils ont bénéficié, puis les conclusions et qualifications pénales retenues par le commissaire. Il est accompagné de 14 procès-verbaux et de 10 notices individuelles.

1°) Les faits et la découverte des auteurs

Le jeudi 24 février 1944, deux individus armés se présentent au bureau de poste de Vernet-la-Varenne, pendant que l'un fait le guet, l'autre contraint le receveur à lui remettre une somme d'argent.

À Lamontgie, chez les époux Cernik, les gendarmes découvrent un homme caché dans un placard qui est abattu, après avoir blessé par balles l'adjudant Bayon et le gendarme Gournillat (ce dernier mortellement).

À Charbonnier, d'un homme Yvan Pitek, né à Krmely (Yougoslavie) est arrêté chez les Pungartnik, et avoue être l'un des auteurs de l'attaque du Vernet-la-Varenne.

2°) L'enquête : identité et parcours des deux hommes

Les deux hommes Pitek et Kolsck appartenaient à un groupement clandestin stationné d'abord près de Saint-Germain-l'Herm, puis dans la région de Fournols. Désignés pour exécuter des attentats à Lyon mais refusant de s'y soumettre, ils ont quitté ce groupement en février.

Ils se rendent chez Joseph Cernik, à Lamontgie, puis dans la famille Pungartnik, à Charbonnier. Voulant réunir 15 000 francs pour regagner leur pays, ils décident d'attaquer le bureau de poste du Vernet-la-Varenne.

3°) Le déroulement du vol

Le jeudi 24 février vers 8 heures, ils attendent l'ouverture du bureau de poste.

Pitek pénètre dans le bureau et contraint le receveur à lui remettre la caisse et à ouvrir le coffre-fort.

Sommé de fournir un reçu, Pitek écrit sur un morceau de papier : « C'est pour les partisans ».

4°) Le réseau d'hébergement et de recel

Pitek se présente le soir chez Joseph Cernik, puis il se réfugie ensuite chez les Pungartnik, à Charbonnier.

Le vendredi 25 au soir, Kolsck est hébergé chez les Cernik à qui il remet une somme d'argent pour les « indemniser des frais » occasionnés par son hébergement ; Pitek fait de même envers la fille Pungartnik.

Selon leurs déclarations, les membres des deux familles savent à ce moment que Kolsck et Pitek sont armés et probablement les auteurs de l'attaque de Vernet-la-Varenne.

5°) Les conclusions et qualifications retenues par le commissaire

Otto Kolsck et Yvan Pitek (seul survivant) sont désignés coupables de vol qualifié. Pitek est déféré au parquet d'Issoire et écroué. Huit personnes sont déclarées coupables de recel de malfaiteurs.

Le rapport distingue toutefois les degrés de responsabilité : rôle « particulièrement important » retenu contre Brétislav Cernik (qui a tenté d'égarer les gendarmes), Joseph Cernik et Marie Fister (qui ont accepté de l'argent) ; rôle jugé moindre pour les autres.

Ce rapport est établi alors que l'activité des maquis s'intensifie. Kolsck et Pitek appartenaient précisément à l'un de ces groupements clandestins. Leur rupture avec celui-ci, motivée par le refus d'exécuter des attentats à Lyon, explique le vol à main armée qu'ils commettent ensuite pour financer un retour dans leur pays d'origine. La frontière entre engagement résistant et délinquance de circonstance peut, dans certains parcours individuels, être poreuse en cette fin d'Occupation.

POINTS NOTABLES

1. **Un vol revendiqué comme acte de résistance.** La mention écrite au receveur « C'est pour les partisans » donne au vol une justification politique, alors que les deux hommes agissent en rupture avec leur groupement clandestin et pour financer leur retour en Yougoslavie.
2. **Un affrontement meurtrier.** L'opération de recherche à Lamontgie se solde par la mort de Kolsck et par la blessure de deux gendarmes, dont l'un mortellement.
3. **Une solidarité communautaire fondée sur l'origine nationale.** Les deux hommes trouvent refuge auprès de familles tchécoslovaque et yougoslave installées dans la région, qui les hébergent, les nourrissent et pour certains acceptent une part du butin, signe d'un réseau de solidarité entre étrangers.

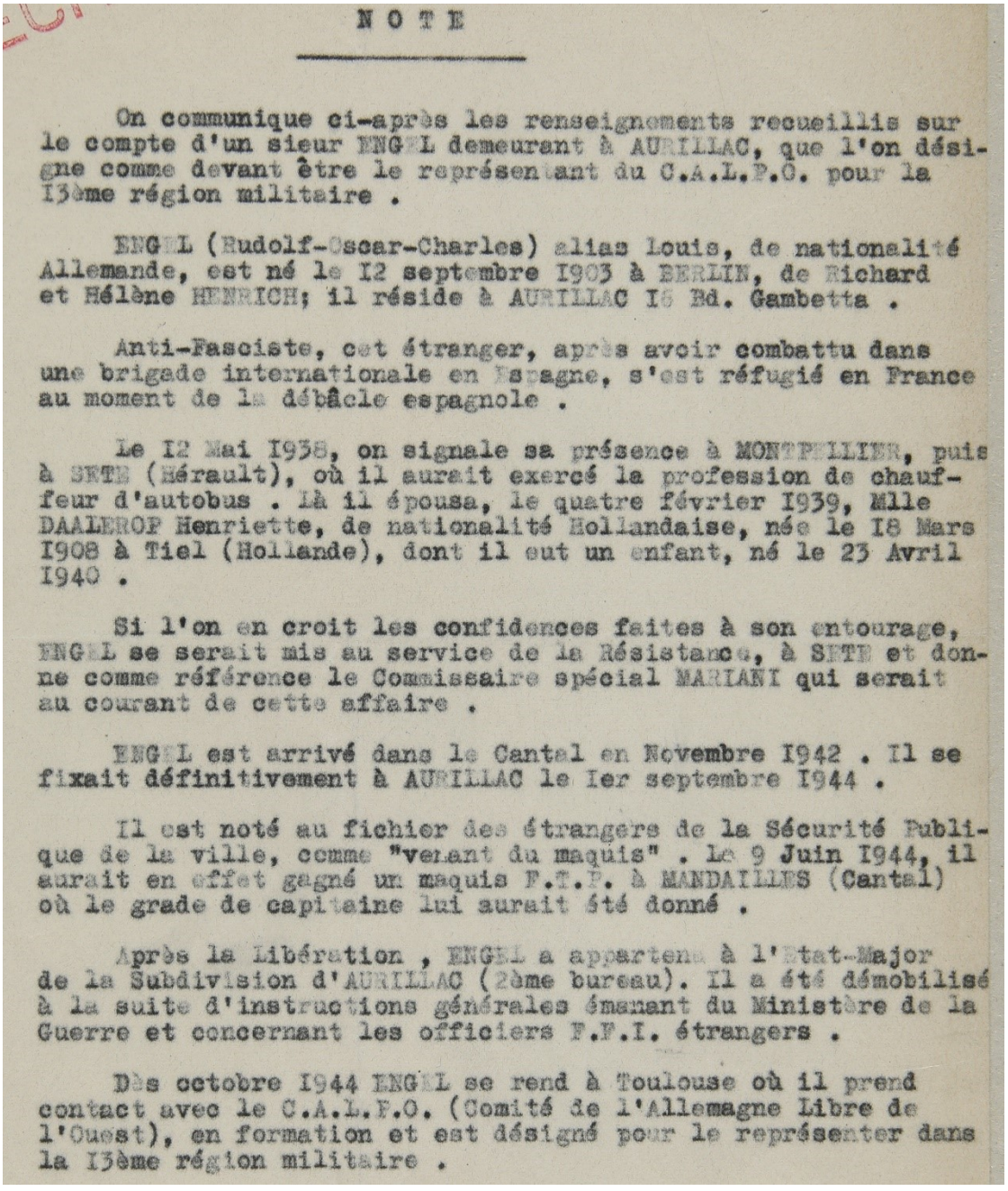
CONCLUSION

Ce rapport documente le point de rencontre entre l'activité de maquisards en rupture et la délinquance de droit commun, ainsi que les réseaux de solidarité que des familles d'origine étrangère au risque de poursuites pénales.

DOCUMENT 8 /1

Extraits d'un rapport de renseignement concernant d'un dénommé ENGEL (1944-1945).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds du cabinet du Commissaire de la République, 253 W 209



N O T E

On communique ci-après les renseignements recueillis sur le compte d'un sieur ENGEL demeurant à AURILLAC, que l'on désigne comme devant être le représentant du C.A.L.P.O. pour la I3ème région militaire .

ENGEL (Rudolf-Oscar-Charles) alias Louis, de nationalité Allemande, est né le I2 septembre I903 à BERLIN, de Richard et Hélène HENRICH; il réside à AURILLAC I6 Bd. Gambetta .

Anti-Fasciste, cet étranger, après avoir combattu dans une brigade internationale en Espagne, s'est réfugié en France au moment de la débâcle espagnole .

Le I2 Mai I938, on signale sa présence à MONTPELLIER, puis à SETE (Hérault), où il aurait exercé la profession de chauffeur d'autobus . Là il épousa, le quatre février I939, Mlle DAALEROP Henriette, de nationalité Hollandaise, née le I8 Mars I908 à Tiel (Hollande), dont il eut un enfant, né le 23 Avril I940 .

Si l'on en croit les confidences faites à son entourage, ENGEL se serait mis au service de la Résistance, à SETE et donne comme référence le Commissaire spécial MARIANI qui serait au courant de cette affaire .

ENGEL est arrivé dans le Cantal en Novembre I942 . Il se fixait définitivement à AURILLAC le Ier septembre I944 .

Il est noté au fichier des étrangers de la Sécurité Publique de la ville, comme "venant du maquis" . Le 9 Juin I944, il aurait en effet gagné un maquis F.T.P. à MANDAILLES (Cantal) où le grade de capitaine lui aurait été donné .

Après la Libération , ENGEL a appartenu à l'Etat-Major de la Subdivision d'AURILLAC (2ème bureau). Il a été démobilisé à la suite d'instructions générales émanant du Ministère de la Guerre et concernant les officiers F.F.I. étrangers .

Dès octobre I944 ENGEL se rend à Toulouse où il prend contact avec le C.A.L.P.O. (Comité de l'Allemagne Libre de l'Ouest), en formation et est désigné pour le représenter dans la I3ème région militaire .

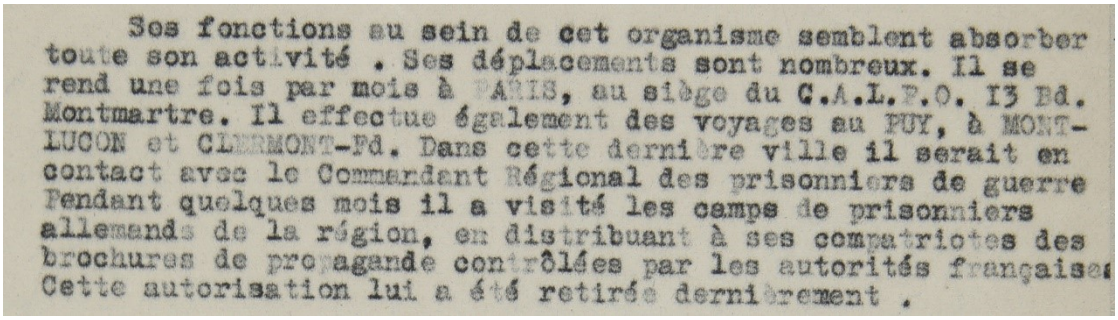
Très instruit , ENGEL aurait exercé en Allemagne, la profession de journaliste ou d'avocat, mais en raison de ses opinions, aurait été interné dès l'avènement d'HITLER au pouvoir, dans un camp de concentration .

Vraissemblablement communiste, il affiche des sentiments nettement anti-fascistes et bien qu'il ait fait part de son intention de se faire naturaliser français, il aurait l'intention de retourner un jour en Allemagne, en usant au besoin de ses relations avec le C.A.L.P.O.

Son activité actuelle serait plus spécialement dirigée sur la recherche de réfugiés allemands capables de former les cadres de la "Nouvelle Allemagne" .

Pendant son séjour au Maquis, ENGEL s'était fait passer pour Alsacien, c'est seulement après la libération qu'il a fait connaître ses origines, avec une certaine franchise .

DOCUMENT 8 /2



Ses fonctions au sein de cet organisme semblent absorber toute son activité . Ses déplacements sont nombreux. Il se rend une fois par mois à PARIS, au siège du C.A.L.P.O. 13 Bd. Montmartre. Il effectue également des voyages au PUY, à MONT-LUCON et CLERMONT-Fd. Dans cette dernière ville il serait en contact avec le Commandant Régional des prisonniers de guerre Pendant quelques mois il a visité les camps de prisonniers allemands de la région, en distribuant à ses compatriotes des brochures de propagande contrôlées par les autorités françaises Cette autorisation lui a été retirée dernièrement .

DOCUMENT 8 - ANALYSE ET CONTEXTE

La note a pour objectif de donner des éléments de renseignements et témoigne de la surveillance d'un dénommé ENGEL (Rudolf-Oscar-Charles), dit « Louis », de nationalité allemande résidant à Aurillac (Cantal).

• La Retirada et l'exil antifasciste : Engel est dépeint comme un combattant des Brigades internationales en Espagne, ayant trouvé refuge en France après la débâcle républicaine.

• La Seconde Guerre mondiale et la Résistance : il rejoint un maquis FTP dans le Cantal (Mandailles, juin 1944) où il est promu capitaine, puis il intègre l'état-major de la subdivision d'Aurillac après la Libération.

• Engel est impliqué dans le C.A.L.P.O. (Comité de l'Allemagne Libre pour l'Ouest) : organisation d'Allemands antinazis en France, créée en URSS, qui recrute parmi les prisonniers de guerre allemands et les réfugiés antifascistes pour préparer une « Nouvelle Allemagne » démocratique.

POINTS NOTABLES

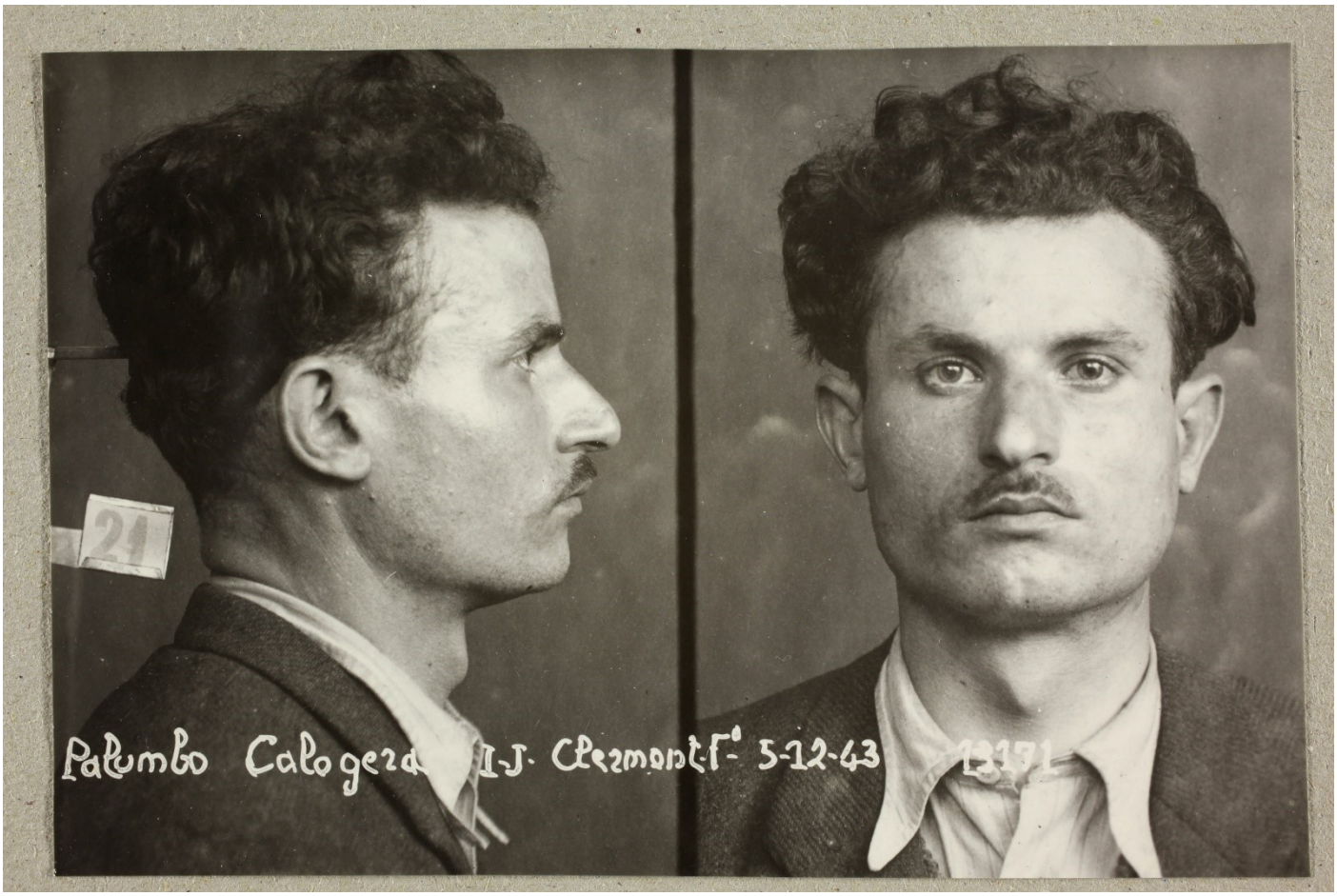
1. La **méfiance de l'État français** envers les étrangers, même résistants : malgré son engagement antinazi avéré, Engel reste fiché « comme étranger », suspecté, et démobilisé de l'armée française par une mesure générale visant « les officiers FFI étrangers ».
2. **L'émigration politique** allemande antinazie en France.
3. Un **regard soupçonneux** typique de l'après-guerre : la méfiance envers les antifascistes allemands, y compris résistants décorés, illustre la persistance d'un climat de suspicion envers les étrangers, alors même que leur engagement est reconnu par le rapport lui-même.

CONCLUSION

Ce document illustre l'ambiguïté du regard porté par les autorités sur les antifascistes allemands au sortir de la guerre : bien qu'ayant combattu en Espagne, rejoint la Résistance et obtenu le grade de capitaine FFI, Rudolf Engel demeure, aux yeux de la police, un étranger suspect dont la loyauté reste incertaine. Cette note révèle ainsi la persistance la suspicion à l'égard des étrangers, y compris lorsque leur engagement antinazi n'est pas contesté.

Informations complémentaires :
https://fr.wikipedia.org/wiki/Rudolf_Engel
https://maitron.fr/engel-rudolf/

FOCUS : Calogero PALUMBO



Calogero PALUMBO ; portrait. Photographie d'identité judiciaire, Clermont-Ferrand (5 décembre 1943).
Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds du service régional de Police judiciaire, 107 Fi 523

Ce focus sur Calogero Palumbo s'appuie sur deux fonds d'archives distincts. D'une part, les archives privées de la famille Palumbo, dont une copie numérique est conservées aux Archives départementales, qui offrent un éclairage personnel sur le parcours de l'intéressé. D'autre part, les archives de l'intendance de police de Clermont-Ferrand (900 W) qui permettent d'en documenter les aspects institutionnels et administratifs.

Il convient de signaler qu'existent aux Archives départementales d'autres pièces relatives à Calogero Palumbo, qui n'ont pas été utilisées dans cette étude : le registre d'écrou (coté 1957 W 24), ainsi que son dossier d'interné (coté 311 W 87). Ces documents pourraient éventuellement compléter les documents présentés ici.



Passeport italien familial de la famille Palumbo (1926).
Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds famille Palumbo, 151 J 160

DOCUMENT 9

Notice biographique retraçant le parcours de Calogero Palumbo.

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds famille Palumbo, 151 J 160

PARCOURS VERS LA MORT DU PATRIOTE

NOTRE ONCLE CALOGERO PALUMBO

Naissance, Né le 28 avril 1918 via Aquisto, Serradifalco, Italie, fils de Angelo PALUMBO et de Carmela BELLANCA. Avec sa mère et deux de ses frères, ils ont quitté l'Italie le 24 avril 1926 pour entrer en France 15 mai 1926. La famille est installée 28 rue José Frappa puis 10 rue Nôtre Dame à Saint Etienne, Loire (42).

Arrestation, Calogero PALUMBO a 25 ans lorsqu' il est arrêté à Clermont Ferrand Puy de Dôme (63,) le dimanche 21 novembre 1943 à minuit et demi au pont de Beaumont pour avoir le même jour conduit des menées communistes, destruction de machines par explosions dans l'usine Bergougnian sise avenue Berthelot à Clermont Ferrand(63).

Incarcération: à la maison d'arrêt de Riom(63).

Jugement, par la section spéciale de la cour d'appel de Riom, le samedi 18 mars 1944 condamne Calogero PALUMBO à la réclusion à perpétuité.

Débarquement des Alliés, en Normandie le mardi 6 juin 1944. Les allemands estiment très possible la libération des prisons, ils ne souhaitent augmenter les effectifs de la résistance ou de l'armée de libération aussi. Ils décident alors de vider les prisons françaises et de déporter en Allemagne les prisonniers politiques et les résistants par le train 7909 du 2 juillet 1944 dit train de la mort au départ de Compiègne, Oise(60).

Départ de la maison d'arrêt de Riom(63), le mercredi 28 juin 1944 pour rejoindre Compiègne Royallieu (60) avec 160 autres détenus.

Départ du train 7909, dit le train de la mort le dimanche 02 juillet à 5 heures de la gare de Compiègne avec à son bord 2152 détenus (100 personnes par wagon à bestiaux) arrivée à Dachau gare le mercredi 5 juillet 1944 à 15 h 30 avec 536 morts durant le transport.

Le camp de concentration KL Dachau, attribue à Calogero PALUMBO le numéro d'immatriculation N° 77894.

Le vendredi 25 août 1944 Calogero PALUMBO est transféré avec 198 autres détenus au KL Hersbruck situé à 80 Km du KL Dachau 171 de ces détenus y décèdent.

Le mercredi 20 décembre 1944, au camp de concentration KL Hersbruck le patriote Calogero PALUMBO meurt probablement d'épuisement et de typhus.

DOCUMENT 9 - ANALYSE ET CONTEXTE

Texte commémoratif rédigé par des membres de la famille de Calogero Palumbo, reconstituant son parcours de sa naissance à sa mort en déportation. Il s'agit d'un témoignage mémoriel a posteriori.

> Eléments de chronologie

Naissance et immigration : né le 28 avril 1918 en Sicile, arrivé en France en 1926 avec sa famille, installée à Saint-Étienne.

Arrestation : 21 novembre 1943 à Clermont-Ferrand, pour sabotage à l'usine Bergougnan.

Incarcération et jugement : maison d'arrêt de Riom ; condamné le 18 mars 1944 à la réclusion à perpétuité par la section spéciale de la cour d'appel de Riom.

Déportation : transféré le 28 juin 1944 à Compiègne, puis déporté par le « train de la mort » du 2 juillet 1944 vers Dachau (2152 déportés à bord, 536 morts durant le trajet). Immatriculé sous le n° 77894.

Transfert et mort : envoyé le 25 août 1944 au kommando de Hersbruck, où il meurt le 20 décembre 1944, probablement d'épuisement et de typhus.

Le récit livre sous forme chronologique le parcours de C. Palumbo dont l'arrestation s'inscrit dans la répression de la Résistance à Clermont-Ferrand fin 1943, puis dans la politique d'élimination et de déportation des détenus politiques décidée par les autorités allemandes après le débarquement de Normandie (juin 1944).

POINTS NOTABLES

1. **Statut de la source.** Contrairement aux rapports officiels, rédigés par une administration contemporaine des faits, ce texte est une reconstruction familiale postérieure, dont on ignore la date de rédaction et les sources utilisées. Le vocabulaire (« notre oncle ») relève du registre de l'hommage familial.
2. **Précision factuelle.** Les dates, chiffres et noms de lieux (matricule 77894, 2152 déportés, 536 morts) démontre un travail de recherche, probablement appuyé sur des bases de données de déportés, mais il n'y a aucune référence dans le document, ce qui empêche toute vérification directe.
3. **Absence de la voix directe du sujet.** Le texte est entièrement construit à la troisième personne, par des tiers, longtemps après les faits.
4. **Risque d'approximation.** Certains détails (causes de la mort, chiffres du convoi) doivent être recoupés avec d'autres sources (registres du camp, Fondation pour la Mémoire de la Déportation …).

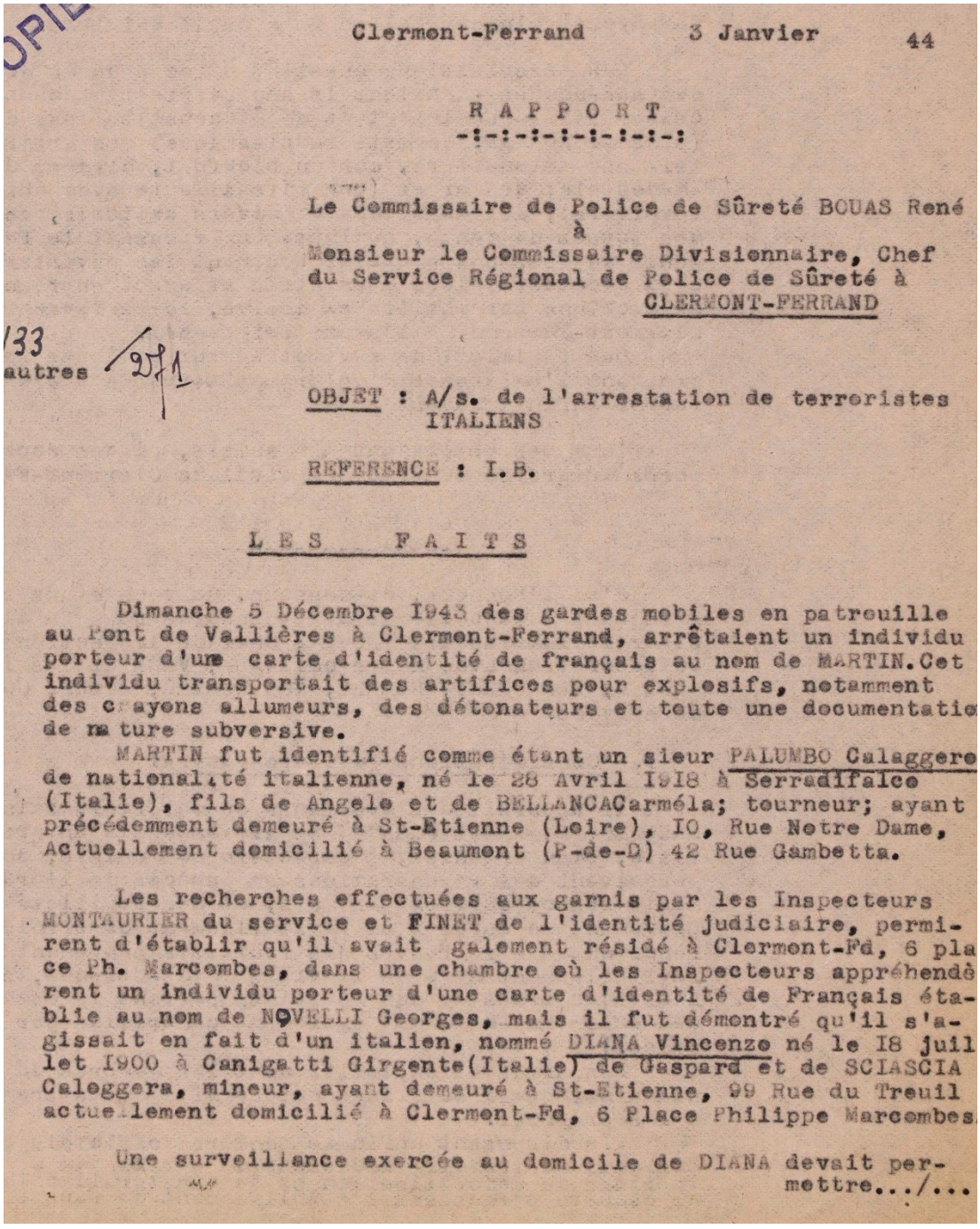
CONCLUSION

Ce document offre un point de vue complémentaire aux rapports des G.T.E où l'administration comptabilise les étrangers sous contrôle. Ce texte donne un visage et un parcours individuel à l'un des acteurs de la Résistance, mais du point de vue de la mémoire familiale.
Il constitue un témoignage mémoriel, mais doit être traité méthodologiquement comme une source secondaire construite après-coup, et non comme un document contemporain des faits. Sa valeur historique doit être croisée avec des sources d'archives directes (dossiers judiciaires et archives policières des Archives départementales, registres de Dachau/Hersbruck, listes de convois) pour vérifier chaque étape du parcours relaté.

DOCUMENT 10 /1

Extraits d'un rapport de police transmis à l'intendant de police relatif à l'arrestation de terroristes italiens, dont Calogero Palumbo, dans le cadre d'une enquête policière sur un réseau de résistance communiste italien agissant à Clermont-Ferrand et à Saint-Étienne (3 janvier 1944).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de l'intendance de police de Clermont-Ferrand, 900 W 92



Clermont-Ferrand 3 Janvier 44

R A P P O R T

Le Commissaire de Police de Sûreté BOUAS René
à
Monsieur le Commissaire Divisionnaire, Chef du Service Régional de Police de Sûreté à
CLERMONT-FERRAND

133 autres 2/1

OBJET : A/s. de l'arrestation de terroristes ITALIENS

REFERENCE : I.B.

L E S F A I T S

Dimanche 5 Décembre 1943 des gardes mobiles en patrouille au Pont de Vallières à Clermont-Ferrand, arrêtaient un individu porteur d'une carte d'identité de français au nom de MARTIN. Cet individu transportait des artifices pour explosifs, notamment des crayons allumeurs, des détonateurs et toute une documentation de nature subversive.

MARTIN fut identifié comme étant un sieur PALUMBO Calaggero de nationalité italienne, né le 28 Avril 1918 à Serradifalco (Italie), fils de Angelo et de BELLANCACarméla; tourneur; ayant précédemment demeuré à St-Etienne (Loire), 10, Rue Notre Dame, Actuellement domicilié à Beaumont (P-de-D) 42 Rue Gambetta.

Les recherches effectuées aux garnis par les Inspecteurs MONTAURIER du service et FINET de l'identité judiciaire, permirent d'établir qu'il avait également résidé à Clermont-Fd, 6 place Ph. Marcombes, dans une chambre où les Inspecteurs appréhendèrent un individu porteur d'une carte d'identité de Français établie au nom de NOVELLI Georges, mais il fut démontré qu'il s'agissait en fait d'un italien, nommé DIANA Vincenzo né le 18 Juillet 1900 à Canigatti Girgente(Italie) de Gaspard et de SCIASCIA Caleggera, mineur, ayant demeuré à St-Etienne, 99 Rue du Treuil actuellement domicilié à Clermont-Fd, 6 Place Philippe Marcombes.

Une surveillance exercée au domicile de DIANA devait permettre.../...

l'arrestation d'un individu porteur d'une carte d'identité de Français au nom de PAULET Gaston, qui fut identifié pour être le sieur PAGETTI Gavroche , né le 18 Mars 1912 à Auboué (Meurthe et Moselle) de Naelle et de PERICCI Pétronilla , mineur, ayant demeuré à St-Etienne 23 Rue du Champrond, actuellement domicilié à Montferrand (P-de-D) 5 Allée des Iris, Cité Michelin de Lachaux.

Cet individu d'origine italienne a été naturalisé Français par décret ministériel en date du 11 Mai 1933.

Les perquisitions aussitôt effectuées au domicile respect des sus-nommés amenaient la découverte tant chez PALUMBO que chez DIANA d'un important dépôt constitué par des explosifs (plus de 80 Kgs. de matière plastique) des artifices divers, tels que détonateurs, cordon bickford, cordeau détonant, mèche amadou etc; des armes (une mitraillette avec chargeurs et trois révolvers); des munitions de divers calibres, de l'outillage, des tuyaux de fonte, quelques uns épousant la forme de cylindres munis de flasques en acier bouchant les ouvertures, semblables ceux découverts lors d'un attentat ayant entrainé la destructio de machines par matière explosive, le 21 Novembre 1943, à Clermont-Ferrand, à l'usine Bergougnan.

Des feuillets de ravitaillement et toute une documentation prouvant l'existence d'un groupe terroriste d'origine communist furent enfin trouvés

I.- Considérations d'ordre général

Il apparait des documents ou matériels saisis, que PALUMBO, DIANA et PAGETTI appartiennent à un groupement terroriste, bien organisé, à caractère communiste, dont les membres perçoivent des rémunérations en espèces de l'ordre de trois mille francs environ par mois, et des feuillets d'alimentation provenant de bureaux de ravitaillement cambriolés (en l'occurence ont été retrouvés des feuillets provenant du bureau de ravitaillement n° 9 de la ville de St-Etienne, attaqué par des individus armés et des feuillets portant le cachet de la Mairie de Mozac (Puy-de-Dôme) également cambriolée par attaque à main armée.)

Les armes et explosifs dont les membres du groupe sont munis ainsi que l'outillage ont servi à commettre des attentats ou à les préparer.

Ils disposent enfin de papiers officiels à en-tête (certificats de travail- décisions de sursis du C[illegible] de la Jeunesse im rimés de démobilisation et de naturalisation de français de cachets permettant l'établissement de fausses cartes d'identité.).../.

Les adhérents de cette organisation sont désignés par des pseudonymes ou des numéros d'ordre .
Le groupe qui nous intéresse se compose d'individus connus sous les pseudonymes de ORIOL - MARC - CASQUE - RAYMOND - TONY - JOSEPH - MOREL - MONNET - KARL - François, ainsi qu'il ressort de l'examen des documents placés sous scellé N°3 (Voir P.V. côte N°1) .

ORIOL est le pseudonyme qui sert à désigner PALUMBO . PAGETTI est connu sous le prénom de MARC et DIANA répond au pseudonyme de CASQUE .

MONNET serait encore désigné par le prénom de Pierre , individu dont l'existence ainsi que celle d'un certain JEAN nous sont révélées par PALUMBO .

III - L'AFFAIRE BERGOUGNAN

Le 21 Novembre, vers 18 heures 30, sept individus masqués, munis d'armes (mitraillette et revolvers) pénétren dans l'usine BERGOUGNAN , servant aussi à l'habitation .
(Circonstances aggravantes : de nuit, en groupe, armés , local à usage d'habitation , usage d'explosifs ayant provoqué la destruction de machines) .
Ils dépesent cinq engins explosifs dont deux explosent avant intervention . Deux autres bombes sont désarmorçées par le personnel de permanence de notre service, alerté , et la cinquiéme enfin, pour des raisons indépendantes de la volonté des auteurs , n'explose pas .

VI - LES RENSEIGNEMENTS .

Il apparait des renseignements fournis par la police de St Etienne , que PALUMBO est noté aux archives politiques comme ayant été secrétaire responsable de la section des jeunes Italiens immigrés en France, organisation anti-faciste ayant des attaches avec le parti communiste.
Il a cherché à fomenter une gréve aux usines WAGEOR .
Aux sommiers judiciaires on constate seulement qu'il a fait l'objet d'une infârmation en date du 31 Janvier 1943 pour transport de marchandises contingentées .

DIANA est un ancien combattants des brigades internationales lors de la guerre civile d'Espagne . Il a appartenu à L'Union Populaire Italienne , organisation dissoute en 1939, ayant des attaches avec le parti communiste .
Il a été condamné par le tribunal correctionnel de St Etienne le 25 / 8 / 32 à deux mois de prison pour défaut pour coups et blessures et par le même tribunal le 7 / 9 / 1933 à un mois de prison, sur oppositon, toujours pour coups et blessures.

PAGETTI antérieurement n'avait jamais attiré l'attention par son activité politique . Il n'est pas noté aux archives judiciaires.

Toute la documentation et la procédure dréssée par la police de St Etienne est annéxée au dossier .

- C O N C L U S I O N -

En conclusion , de l'examen objectif des faits, il résulte que PALUMBO a détenu des armes , munitions ou explosifs , à son domicile à Beaumont (P.de.D) ; qu'il a participé de maniére active à un attentat à main armée contre l'usine BERGOUGNAN à Clermont-Ferrand ; qu'il a en cette affaire joué un rôle de chef, opéré armé et a éffectué des destructions portant sur des fils téléphoniques aprés s'étre rendu complice d'un dépôt d'engins explosifs ayant entraîné la destruction de machines.
Il a recelé et fait usage de feuillets d'alimentation provenant de cambriolages commis à Mezac (P.de.D) et à St Etienne (Loire) .
Il a fabriqué ou tout au moins procuré de fausses cartes d'identité de Français , notamment à des étrangers .

PAGETTI a fabriqué des engins explosifs ; il a participé à un attentat à main armée, à Clermont-Ferrand (Usine BERGOUGNAN); il a déposé des bombes ayant entraîné la destruction de machines.
Il a récélé et fait usage de feuillets d'alimentation provenant d'un vol (St Etienne) .
Il a fait usage d'une fausse carte d'identité .

DIANA également a fabriqué des engins explosifs et a participé à l'attentat dirigé contre l'usine BERGOUGNAN à Clermont-Ferrand , où il opérait armé.
Il a fait usage et a recelé des tickets d'alimentation provenant de cambriolages .
En qualité d'étranger il a fait usage d'une carte d'identité de Français .

PALUMBO, PAGETTI et DIANA , incontestablement ont appartenu à une organisation terroriste ayant pour but de commettre des attentats contre les biens et les personnes , et dans ce but percevaient des subsides pécuniaires.
Il est permis par ailleurs de supposer , en raison des faits exposés au long du rapport , qu'ils ont été les complices d'individus ayant commis des attentats dans la région de St Etienne, mais la preuve objective n'est pas apportée au dossier .

Le Commissaire de police de sûreté .

DOCUMENT 10 - ANALYSE ET CONTEXTE

Ce rapport s'attache à retracer les circonstances de l'arrestation de C. Palumbo et de ses complices le 5 décembre 1943, et rendre compte des résultats de l'enquête menée sur le groupement de résistants.
Ce document s'inscrit dans un contexte de très forte répression policière de la Résistance dans le Puy-de-Dôme. Une section spéciale de 14 hommes est chargée de traiter spécifiquement ces affaires, alors que les actions résistantes se multiplient : attaques de mairies, sabotages de voies ferrées, sabotages d'usines et autres. L'usine Bergougnan, ciblée par l'attentat du 21 novembre 1943, fait partie des 58 entreprises du département jugées vitales pour l'économie de guerre allemande.
La résistance communiste constitue par ailleurs l'une des cibles privilégiées de la répression policière. Le profil de C. Palumbo peut être situé dans la sociologie de la résistance étrangère du département : les étrangers y représentent 2,35 % des résistants (2,6 % dans la population totale). Les Italiens (17,4 % de la population étrangère du département) sont moins présents dans la résistance (6,3 % des résistants étrangers), derrière les Espagnols et les Belges. Comme C. Palumbo, cette résistance étrangère est jeune (la moitié de ses membres a moins de 30 ans).

POINTS NOTABLES

1. **Une enquête tournée vers le démantèlement d'une organisation.** Le document témoigne de la stratégie répressive des forces de police, axée sur l'identification et le démantèlement d'un réseau structuré.
2. **Un éclairage sur le fonctionnement interne d'un groupe résistant.** Le dossier permet d'observer plusieurs traits caractéristiques : le cloisonnement (pseudonymes, contacts non identifiés), les moyens logistiques (financement, fausses cartes), les réseaux de connaissance (les Italiens de Saint-Étienne) et le choix des cibles, en lien avec l'effort de guerre allemand (Bergougnan).
3. **La question de l'identité falsifiée.** Le document insiste sur l'usage de fausses cartes d'identité, ce qui éclaire un aspect logistique important de la clandestinité (dissimulation de la nationalité italienne)
4. **Le poids de l'engagement antifasciste transnational.** C'est une dimension biographique et politique essentielle. C. Palumbo et V. Diana ont un passé politique antifasciste et communiste (responsabilités associatives, engagement dans les Brigades internationales), contrairement à G. Pagetti, dépourvu a priori de tout engagement politique notable. L'évocation du passage de V. Diana par les Brigades internationales en Espagne inscrit son parcours dans une trajectoire militante antifasciste plus large que le seul cadre local.

CONCLUSION

Ce document éclaire les modalités concrètes du fonctionnement d'un réseau de résistance communiste d'origine italienne à Clermont-Ferrand ainsi que son démantèlement, dans un contexte de répression policière.

DOCUMENT 11- document transcrit

Arrêt du tribunal et de la section spéciale de Riom condamnant C. Calogero et ses complices (18 mars 1944).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds des cours de justice et chambres civiques,107 W 387

Attendu qu'il résulte de l'information et des débats charges suffisantes contre Palumbo Calogero, Pagetti Savroche et Diana Vincenzo d'avoir :

1°) à Clermont-Ferrand et à St Étienne, fait partie d'une entente établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés.

2°) à Clermont-Fd le 21 novembre 1943, détruit volontairement en tout ou en partie ou tenté de détruire par l'effet d'une mine ou de toute autre substance explosive, l'usine Bergougnan sise Boulevard Berthelot à Clermont-Fd avec les dépendances de cette usine et les objets mobiliers ou immobiliers s'y trouvant avec cette circonstance que la dite usine était servait à l'habitation.

3°) à Clermont-Fd courant novembre et décembre 1943, détenu sans autorisation des armes et explosifs ;

4°) à Clermont-Fd courant novembre 1943 et décembre 1943, fait usage de fausses cartes d'identité portant des noms supposés, avec cette circonstance pour Palumbo et Diana, qu'ils étaient sujets italiens ;

5°) à Clermont-Fd courant novembre et décembre 1943, sciemment recélé des feuilles ou titres de ravitaillement frauduleusement soustraits.

Avec cette circonstance que les crimes ci-dessus spécifiés ont été commis pour favoriser le terrorisme, le communisme, l'anarchie ou la subversion sociale et nationale, ou pour provoquer ou soulever un état de rébellion contre l'ordre social légalement établi.

(…)

Attendu qu'il existe en la cause des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé Pagetti Gavroche.

Par ces motifs : La Section Spéciale

déclare Palumbo Calogero, Pagetti Gavroche et Diana Vincenzo atteints et convaincus des faits qui leur sont reprochés,

En conséquence, les condamne :

Palumbo à la peine des travaux forcés à perpétuité,
Pagetti à la peine de vingt ans de travaux forcés,
Diana à la peine des travaux forcés à perpétuité.

Nota : l'arrêt a été annulé par décision de la chambre de révision du 26 octobre 1944.

Nature du document : jugement de la section spéciale.

Les sections spéciales sont des tribunaux d'exception créés par la loi du 14 août 1941. Elles sont rattachées aux cours d'appel en zone occupée, et aux tribunaux militaires en zone sud jusqu'en 1942. Elles ont été mises en place à l'été 1941 alors que la répression se durcit contre la résistance, dans le contexte de la rupture du pacte germano-soviétique et de l'entrée plus massive des communistes dans la lutte armée. Elles sont chargées de juger les auteurs d'infractions de nature terroriste ou communiste selon une procédure dérogatoire au droit commun. Elles fonctionnent sans instruction préalable et sans recours en cassation. Pour l'État français, il s'agit d'affirmer sa souveraineté en matière de justice et de maintien de l'ordre.

Fin 1943 et début 1944 : la résistance s'intensifie en France. Beaucoup de réfractaires au STO sont passés à la clandestinité. La répression par les forces de l'ordre du régime de Pétain – notamment la milice et par l'occupant est de plus en plus forte. La période est marquée par une extrême tension dans « la fuite en avant répressive » du régime de Vichy. L'accusation de crimes entremêle l'engagement politique, le communisme, l'anarchisme, l'action de subversion et de terrorisme.

POINTS NOTABLES

1. **L'implication de résistants d'origine italienne** (antifascistes exilés) dans les réseaux locaux.
2. **Les peines lourdes.** Travaux forcés à perpétuité pour C. Palumbo et V. Diana, 20 ans de travaux forcés pour G. Pagetti (à qui des circonstances atténuantes ont été reconnues).
3. **Le mécanisme juridique visé** : « crimes commis pour favoriser le terrorisme, le communisme, l'anarchie et la subversion sociale et nationale ou pour provoquer ou soulever un état de rébellion contre l'ordre social légalement établi ».

Cette formule n'est pas une simple description des faits : c'est une clause de circonstance aggravante à caractère politique, ajoutée systématiquement par les sections spéciales pour justifier leur propre compétence et pour appliquer les peines les plus lourdes prévues par les textes de Vichy. Elle transforme la nature juridique des faits. Sans cette clause, les actes reprochés (destruction d'usine, détention d'armes, faux papiers, recel) relèveraient du droit pénal ordinaire jugés par des tribunaux de droit commun, avec les voies de recours normales (appel, cassation).

En ajoutant la mention que ces actes visaient à « favoriser le terrorisme, le communisme, l'anarchie ou la subversion sociale et nationale », le tribunal requalifie les faits en actes politiques. Cela permet :

- d'appliquer des peines sévères (travaux forcés à perpétuité, voire la peine de mort dans d'autres affaires) ;
- de justifier le recours à une juridiction d'exception.

À noter que le fait que l'usage de faux papiers alors qu'ils étaient ressortissants italiens donc étrangers est une circonstance aggravante.

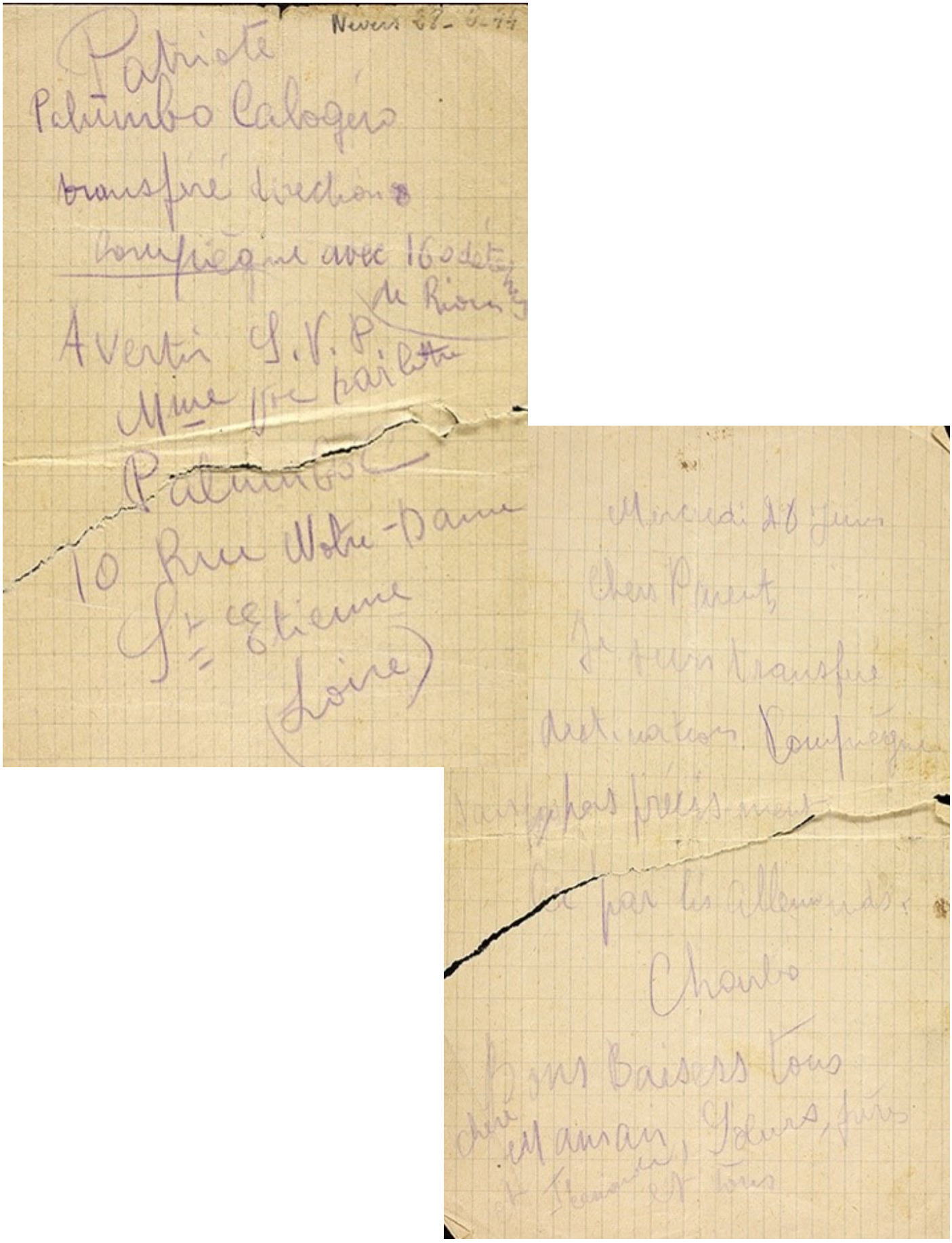
CONCLUSION

Ce jugement illustre le fonctionnement d'une justice d'exception au service de la répression politique de Vichy : au-delà des faits matériels, c'est l'engagement résistant qui est visé et lourdement sanctionné, au prix des garanties procédurales ordinaires. Il révèle en outre la place notable des antifascistes italiens exilés dans les réseaux locaux de résistance.

DOCUMENT 12

Lettre de Calogero Palumbo lors de son transfert vers Compiègne (juin 1944).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds famille Palumbo, 151 J 160



Il s'agit très probablement d'une « lettre jetée du train » c'est-à-dire un message hâtif que les prisonniers et déportés griffonnaient et lançaient par la fenêtre du wagon en espérant qu'un passant les ramasse et les poste à leur famille.

POINTS NOTABLES

1. **Calogero Palumbo est qualifié de « Patriote »**, terme employé à l'époque pour désigner les résistants arrêtés.
2. **Il transite par Nevers en direction de Compiègne avec un convoi de 160 détenus**. Compiègne (camp de Royallieu) est le grand camp de transit d'où partent les convois de déportation vers l'Allemagne (Buchenwald, Mauthausen, etc.), notamment pour les résistants et « patriotes » étrangers arrêtés en France.
3. **Le message demande qu'on prévienne sa famille** (sa mère plus précisément), avec une adresse précise à Saint-Étienne. Il est sans doute jeté par la fenêtre du train dans l'espoir qu'un cheminot ou un riverain le ramasse et le fasse parvenir.

CONCLUSION

Ce document, sans doute rédigé dans l'urgence, témoigne du désarroi des détenus au moment du transfert vers Compiègne, antichambre de la déportation. Le geste de Calogero Palumbo illustre la volonté ultime de maintenir un lien avec les siens avant un départ dont l'issue est incertaine. Ce type de message, fragile et rare, constitue une source précieuse pour appréhender l'expérience de l'arrestation et du transit vers les camps.

III- La reconnaissance du statut de résistant après la Libération



Cérémonie commémorative Pierre le Canadien (Peter Dmytruk, aviateur, engagé dans la Résistance et fusillé par les allemands aux Martres-de-Veyre le 9 décembre 1943) (2016).
Arch. dép. Puy-de-Dôme, 634 Fi 7627

Au sortir de la guerre, l'ordonnance de 1945 puis la loi de 1949 instituant le statut de combattant volontaire de la Résistance ouvrent, en théorie, la reconnaissance à tous ceux qui ont pris part à la lutte clandestine, quelle que soit leur nationalité. Cependant, les demandeurs étrangers se heurtent à de nombreux obstacles : absence de témoins dans leur pays d'origine, méfiance administrative liée à leur statut de réfugié ou d'apatride, moindre maîtrise de langue française pour fournir les pièces justificatives, mobilité géographique très importante durant leur parcours de guerre, dossiers moins bien documentés. L'histoire officielle est longtemps centrée sur la France libre et les grands réseaux nationaux. Ce n'est qu'à partir des années 1980, sous l'impulsion d'historiens comme Denis Peschanski, que la place réelle des étrangers commence à être pleinement intégrée au récit national. Cette reconnaissance trouve son aboutissement symbolique en 2024 lorsque Missak Manouchian, figure arménienne des FTP-MOI fusillé au Mont-Valérien, entre au Panthéon aux côtés de vingt-deux de ses compagnons d'armes, pour la plupart immigrés et juifs.

FONDS D'ARCHIVES SOLLICITÉS

Le fonds du service départemental de l'Office public des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) rassemble les dossiers individuels de demandes de titres des personnes contraintes au travail, des réfractaires, des combattants volontaires de la résistance et des combattants au titre de la Résistance.
Ces dossiers contiennent l'état civil du demandeur, des attestations de témoins, l'avis de la commission départementale et la décision finale. Ces pièces permettent souvent de reconstituer le parcours singulier d'un résistant étranger : date d'arrivée en France, domiciles successifs, statut de réfugié ou d'exilé politique (républicains espagnols, antifascistes italiens, immigrés d'Europe centrale…).

DOCUMENT 13

Récit autobiographique, rédigé par Wladimir K. (24 juin 1982) à l'appui de sa demande de carte de combattant volontaire de la Résistance, retraçant son parcours de 1940 à 1944 (24 juin 1982).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de l'ONACVG, 2546 W 6773

Wladimir-Georges
"Louvetière"
[illegible]ule - Pontmort
63200 - RIOM

SITUATION CIVILE sous l'occupation jusqu'à la liberation.

Démobilisé à Lyon le 20/11.1940.Affecté au 972e Groupe de Travailleurs à compter du 20/11.1940.(Où je ne me suis jamais rendu).

Courant novembre 1940,je vins à Clermont-Ferrand chez la Famille NIEMIEC Christophe,demeurant à l'époque;Chemin de Clos MONTFERRAND.-

Fin novembre 1940,je suis entré à la Sucrerie de BOURDON à Aulnat(P.de D) comme manutentionnaire,où j'ai travaillé jusqu'à 13 janvier 1941,jour de l'accident,dans lequel j'ai eu la jambe gauche fracturée. J'ai été admis et soigné à l'Hôtel-Dieu et par la suite à la Clinique MICHELIN de Neuf-Soleil à Clermont-Ferrand,par le chirurgièn Dr Jean PIOLLET.

Etant donnée que j'ai eu des complications avec ma jambe,j'ai contacté un chirurgièn polonais Dr NOWOTNY,qui était Directeur de l'Hôpital d'anciens soldats Polonais 416,chemin de la Madrague à Marseille,lequel m'à accepté dans son Hôpital au mois de juin 1941.Là j'ai été operé.

Au mois de novembre 1941,lors de l'entré des Allemands dans la Zone-Libre, je me suis trouvé immobilisé par l'operation à l'Hôpital Polonais 416,chemin de la Madrague à Marseille.l'Hôpital était évacué par la Croix-Rouge Française à Aix-les-Bains.d'Aix-les-Bains cet Hôpital était transferé à Gréoux-les-Bains, ou j'ai terminé ma convalescence et j'ai quitté Gréoux-les-Bains au mois de mai 1942.Je me suis rendu à Clermont-Ferrand chez la Famille NIEMIEC Christophe.

Après la rupture des accords GERMANOT-SOVIETIQUES(juin 1941),j'ai été arrêté par les Gendarmes Français juin 1942,comme la plupart de ressortissents de l'Est-Européen et interné à Argélès s/Mer,ou je suis resté environs 3 mois et d'où je me suis évadé.A nouveau je suis venu à Clermont-Ferrand chez la Famille NIEMIEC.

Fin 1942,j'ai fait connaissance avec Mr CHAMBON Louis,ancien officier de l'Armée Française qui à pris part à la guerre en POLOGNE,contre les Bolchéviques en 1920.Notre connaissance était facilité par Mme CHAMBON,étant donnée quel était d'origine Polonaise.

Mr CHAMBON m'à fait proposition de travailler pour la Résistance. J'ai donnée mon consentement.Par la suite il m'à présentés à plusieurs autres personnes,parmis lesquelles je peux citer Mr LAPERCHE,Mr DESORTIAUX,Mr FONTFREDE Ct de la Genarmerie Place de Salins à Clermont-Ferrand,et d'autres dont je ne me souviens pas du nom.

Le 17 juin 1943,j'ai été embauché par les Allemands comme Sapeur-Pompier à la Base d'Aviation à AULNAT (Puy de Dôme).

A partir de cette date,chaque semaine je remettais un rapport de tout ce que ce passait à la Base d'Aulnat.Je rencontrais Mr CHAMBON soit chez lui à la Cité Michelin à Montferrand,soit dans son bureau avenue Julien à Clermont-Fd. Parfois il m'emmenait à la Préfecture de Clermont-Ferrand,ou nous rencontrions des personnes que je ne connaissais pas et lesquelles me posaient beaucoup de questions.

Cette situation à duré jusqu'au 6/06.1944,jour du débarquement des Alliers en France.Ce-jour,un homme est venu chez moi et m'à dit de ne plus me présenter à la Base d'Aulnat,ce-que j'ai fait.

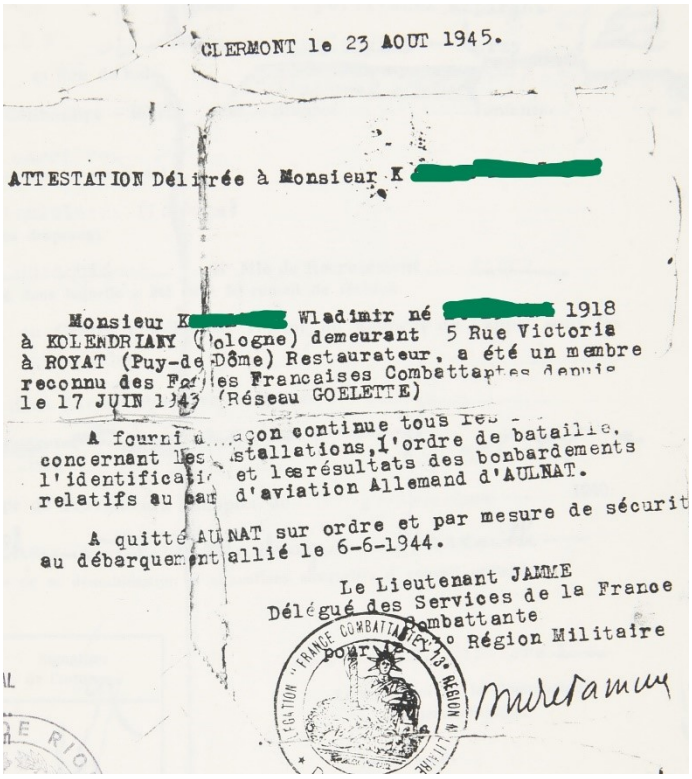
A la Liberation,j'ai été dans la MILICE PATRIOTIQUE,dont le siège se trouvait à l'Hôtel de l'UNIVERS,Place de Jaude Clermont-Ferrand,ou j'ai servi jusqu'à fin novembre 1944.

Fait à Riom,le 24 juin 1982

DOCUMENT 14

Attestation de reconnaissance de service délivrée par le délégué des Services de la France Combattante à Wladimir K. (23 août 1945 photocopie vers 1982).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de l'ONACVG, 2546 W 6773



CLERMONT le 23 AOUT 1945.

ATTESTATION Délivrée à Monsieur K[redacted]

Monsieur K[redacted] Wladimir né [redacted] 1918
à KOLENDRIANY (Pologne) demeurant 5 Rue Victoria
à ROYAT (Puy-de-Dôme) Restaurateur, a été un membre
reconnu des Forces Françaises Combattantes depuis
le 17 JUIN 1943 (Réseau GOELETTE)

A fourni d[illegible]façon continue tous les [illegible]
concernant les [illegible]stallations, l'ordre de bataille,
l'identificati[illegible] et les résultats des bombardements
relatifs au bar[illegible] d'aviation Allemand d'AULNAT.

A quitté AULNAT sur ordre et par mesure de sécurit
au débarquement allié le 6-6-1944.

Le Lieutenant JAMME
Délégué des Services de la France
Combattante
pour la [illegible]e Région Militaire

DOCUMENTS 13 et 14 - ANALYSE ET CONTEXTE

Nature des documents : ils concernent Wladimir K., né en 1918 en Pologne et installé dans le Puy-de-Dôme.

Ces deux documents permettent de retracer l'action résistante de Wladimir K. : employé le 17 juin 1943 comme sapeur-pompier par les Allemands sur la base d'Aulnat, il agit comme agent de renseignements auprès de la Résistance. Si l'attestation de 1945 certifie l'engagement, le récit de 1982 apporte des éléments de contexte : accident du travail à la sucrerie Bourdon d'Aulnat, complications médicales, hospitalisation à Marseille, internement au camp d'Argelès-sur-Mer, évasion, puis recrutement par un ancien officier ayant combattu en Pologne, contacts avec Mme Chambon d'origine polonaise.

POINTS NOTABLES

1. **Réseau « Goélette »** : important réseau de renseignement, dont une cellule estactive à Clermont-Ferrand.
2. **Réseau de contacts identifiables** : Dr Nowotny (chirurgien polonais à Marseille), le capitaine de gendarmerie Fontfrède (membre de l'ORA et du réseau Mithridate.), etc.
3. **Valeur probante inégale** : l'attestation de 1945, contemporaine des faits, revêt une valeur juridique et administrative. Le témoignage de 1982, précieux mais reconstruit près de 40 ans plus tard, doit être utilisé avec prudence, l'auteur y commet notamment une erreur de date en reliant son arrestation de juin 1942 à la rupture du pacte germano-soviétique, survenue en réalité en juin 1941.

CONCLUSION

Le parcours illustre un profil récurrent dans l'immigration polonaise en guerre : un ouvrier étranger, suspecté comme ressortissant d'un pays étranger, en précarité administrative qui devient agent de renseignement allié.

DOCUMENT 15

Demande de reconnaissance de carte et attestation de service concernant Zlatane L. (21 mars 1979).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de l'ONACVG, 2546 W 7176

DEMANDE

OFFICE NATIONAL
DES ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE GUERRE

DEMANDE de CARTE
du COMBATTANT VOLONTAIRE de la RESISTANCE

OFFICE DÉPAL des A.C.
21 MARS 1979
DU PUY-DE-DOME

Avis très important - Il est du plus grand intérêt pour le postulant de répondre avec le maximum de soin et de précision à chaque question posée dans les limites du cadre qui lui est offert pour exposer ses titres.

NOM (1) : L[redacted]
Prénoms (2) : Zlatane
Pseudos (3) : MiLoche
Date et lieu de naissance : [redacted] 1925 a Orounik Yougoslavie
Situation de famille : marié
Profession : Chef de chantier Batiment
Nationalité : naturalisé Français en 1970
Adresse actuelle (4) : [redacted] 63430 Pont du Château

DÉCLARATION

J'ai fait la connaissance de L[redacted] Zlatane en I943, il était à ce moment mineur à la Combelle (P de D) mais il se rendait assez souvent chez un de mes amis, son futur beau-père, M.[redacted] rue St-Verny à Pont du Château.

En Novembre de cette même année, en compagnie du Responsable Militaire du Détachement (BELIGAT), nous lui avons proposé d'entrer dans les rangs des F.T.P.F. Ce fut chose faite immédiatement et de plus, il se proposa de recruter des Volontaires sur son lieu de travail.

Effectivement, un mois environ après notre prise de contact, il avait recruté I5 mineurs de nationalité étrangère.

Le Responsable Militaire lui donnait à ce moment pour mission de saboter différentes lignes électriques et voies de chemin de fer dans sa région. Il devait se procurer lui-même, avec l'aide de son groupe, les explosifs nécessaires à ces opérations, dans la mine où il travaillait.

De Janvier à Juin I944, L[redacted] et ses camarades ont réussi une série de sabotages dans la région de Brassac les Mines , particulier: des pylônes de ligne électrique à haute tension entre Charbonnier les Mines et St-Germain Lembron (P de D) en Janvier I944. Un pont sur la voie ferrée entre Brassac et Jumeaux (P de D) et, en Avril I944, un nouveau sabotage de la même ligne électrique.

L[redacted] a rejoint la 8° Cie F.T.P.F. au Maquis de Fournols d'Auvergne le 6 Juin I944, emmenant comme prévu, les Volontaires qu'il avait recrutés et un stock d'explosifs qui fut très apprécié, et tout particulièrement par le Responsable Technique.

Au sein de la 8° Cie, l'intéressé fut engagé dans les principales opérations effectuées contre l'ennemi par cette formation.
24 Juin I944: attaque et désarmement des G.M.R. cantonnés au château de l'Oradou à Clermont-Fd.

Début Juillet I944: fait prisonnier au cours d'un combat contre la Milice près de Domaize (P de D), il s'évade après s'être débarassé d'un Milicien qui le surveillait; il se fait enlever les menottes qu'il avait aux poignets par le boulanger de Domaize (M.GOURCY) et rejoint ensuite son unité.

Le I0 Juillet I944, L[redacted], ainsi qu'un de ses camarades, est chargé de se rendre en voiture aux mines de Brassac pour y effectuer une réquisition d'explosifs divers afin de miner certaines routes près de notre Camp. Au retour de cette mission, près de Sarpoil (P de D), nos deux compagnons se rencontrent avec un camion d'Allemands qu'ils font sauter à la grenade et rejoignent ensuite le Camp avec leur chargement intact.

A la formation du I04° Bataillon F.T.P.F. le I2 Aout I944; l'intéressé est affecté à la I.II2° Cie. Il prend part aux combats contre une importante formation Allemande venant du PUY (Haute Loire) du I9 au 22 Aout I944 où les Allemands se rendent aux Maquisards à Estivareilles dans le département de la Loire.

Le 25 Aout I944, L[redacted] participe à la libération de la ville de Thiers (P de D).

DOCUMENT 15 - ANALYSE ET CONTEXTE

Nature des documents : deux pièces issues d'un dossier de demande de carte du combattant volontaire de la Résistance.
Ce dossier, déposé et instruit plus de 30 ans après les faits, est caractéristique de la vague de régularisations administratives des années 1970-1980, où de nombreux résistants, notamment étrangers ou naturalisés, sollicitent la reconnaissance officielle de leur engagement.
Le profil de Zlatane L. est représentatif d'une immigration de travail est-européenne vers les bassins miniers dans l'entre-deux-guerres, main-d'œuvre qui a fourni un contingent importante aux maquis FTP (Francs-Tireurs et Partisans).
Son parcours illustre le rôle des bassins houillers comme ceux de La Combelle, Brassac-les-Mines comme viviers de recrutement. Le recrutement ciblé de mineurs étrangers rappelle les dynamiques proches de celles observées dans d'autres industries. En outre, les mineurs disposent d'un accès à des matières premières pouvant servir à la fabrication d'explosifs précieux pour le sabotage d'infrastructures.

POINTS NOTABLES

1. **La bataille d'Estivareilles** du 19 au 22 août 1944 renvoie à la reddition d'une colonne allemande venant du Puy-en-Velay face aux maquis FFI à Estivareilles (Loire).
2. **Une trajectoire d'intégration.** La naturalisation tardive (en 1970) et la reconnaissance officielle du statut de résistant en 1979 montre un processus d'intégration long.

CONCLUSION

Le témoignage d'un compagnon d'armes ayant personnellement vécu les faits (« nos deux compagnons », « notre Camp ») donne une valeur à cette attestation, renforcée par la précision toponymique et chronologique (dates, lieux, noms comme le boulanger Gourcy). Ce document est typique des attestations exigées par l'ONAC pour l'instruction de ce type de dossier.

DOCUMENT 16

Décision d'attribution d'une carte du Combattant à Damien RECIO (6 juillet 1977).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de l'ONACVG, 2546 W 8624

OFFICE NATIONAL
DES ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE GUERRE

SERVICE DEPARTEMENTAL
du PUY-de-DOME
Cité Administrative d'Assas
Rue Pélissier
63034 CLERMONT-FERRAND CEDEX
Tél. 92.42.68 - Poste 276
Réf. à rappeler :
N° /Adm.-Statuts

- CARTE DU COMBATTANT -
(Application de l'article A.137 du Code des Pensions Militaires d'Invalidité et des Victimes de Guerre)

- Nom et Prénoms : RECIO Damien
- Date et lieu de naissance : 12/2/18 à Elocen (Espagne)
- Domicile : St Flour

ARMEE REGULIERE

Unité d'affectation	Période d'affectation dans chaque unité	Temps de présence en Unité Combattante	Total

Fait prisonnier le :
Stalag ou Fronstalag n°

à
rapatrié le :

RESISTANCE
Dossier relevant de l'article A.123.1 du Code des PMIVG

Mouvements, Réseaux Unités F.F.I.	Période d' appartenance	Temps de présence en Unité Combattante	Total
MUR. MLN	1/1/1944 au 27/8/1944	Services non homologués	—

- Pièces justificatives jointes : Témoignages GRODECOEUR - VILLENEUVE - COULAUDON - MAZUEL N'a pas produit les pièces justif. exigées par l'Art. R 266
- Décision de rejet de demande de Carte C.V.R. notifiée le : 14/12/59 -
- Avis de la Commission départementale des Anciens Combattants et Victimes de Guerre .
  Séance du 6/7/77 -

Avis favorable à l'unanimité compte tenu des attestations de MM. GRODECOEUR et VILLENEUVE qui relatent l'activité de l'intéressé aux M.U.R. du 10 janvier 1944 au 2 mai 1944 et de celles de MMe COULAUDON et MAZUEL pour son affectation, jusqu'à la libération, au Corps Francs des Truands. M. RECIO a participé à la distribution de tracts et journaux clandestins, au recrutement et au ravitaillement des réfractaires, au camouflage d'armes et a pris part aux combats du Mont-Mouchet, Langeac, La Truyère. Le postulant ayant fourni les pièces qui manquaient au dossier de demande de carte de C.V.R. lorsqu'il a fait l'objet d'une décision de rejet, la commission est favorable à un nouvel examen de ce dossier et décide de le transmettre avec avis favorable.
Services reconnus du 10 janvier 1944 au 27 août 1944.

L'origine espagnole et l'année de naissance (1918) du demandeur laissent à penser qu'il s'agit d'un réfugié républicain espagnol, exilé en France après la Guerre civile (1936-1939) ou la Retirada de 1939, comme des milliers d'Espagnols qui se sont ensuite engagés massivement dans la Résistance.

Le parcours administratif de ce résistant est typique :

1. Une première demande de Carte CVR (Combattant Volontaire de la Résistance) a été rejetée en 1959 au motif que Recio n'avait pas produit les pièces justificatives exigées.
2. La commission départementale des Anciens Combattants rend un avis favorable 18 ans plus tard, le 6 juillet 1977, sur la base de nouveaux témoignages de chefs résistants notoires.

En effet, à la Libération, un cadre précis a été fixé pour que ces témoignages soient pris en compte : ils doivent être au nombre de deux, émaner de résistants homologués, et être visés par le « liquidateur » du mouvement de Résistance auquel le candidat prétend appartenir. Toutes les demandes de cartes CVR doivent être déposées avant le 21 mars 1951. Cependant, à cette date, de nombreux résistants n'ont pas déposé leur dossier : une instruction ministérielle du 17 mai 1976 rouvre la possibilité d'obtenir la carte de Combattant Volontaire de la Résistance (CVR) par témoignage.

Si le volet « Résistance » est au cœur du dossier, le volet « Armée régulière » est resté vierge, car Recio n'a pas servi dans l'armée régulière française, en raison de son statut d'étranger.

POINTS NOTABLES

1. **Mouvement d'appartenance** : M.U.R. (Mouvements Unis de Résistance) du 10 janvier au 2 mai 1944, puis rattachement aux Corps Francs des Truands, sous l'autorité de Coulaudon alias « Gaspard » et de Mazuel alias « Judex » jusqu'à la Libération.
2. **Activités décrites** : distribution de tracts et journaux clandestins, recrutement et ravitaillement des réfractaires au Service du Travail Obligatoire, camouflage d'armes, et participation aux combats du Mont-Mouchet (15), de Langeac (43) et de La Truyère (15).

CONCLUSION

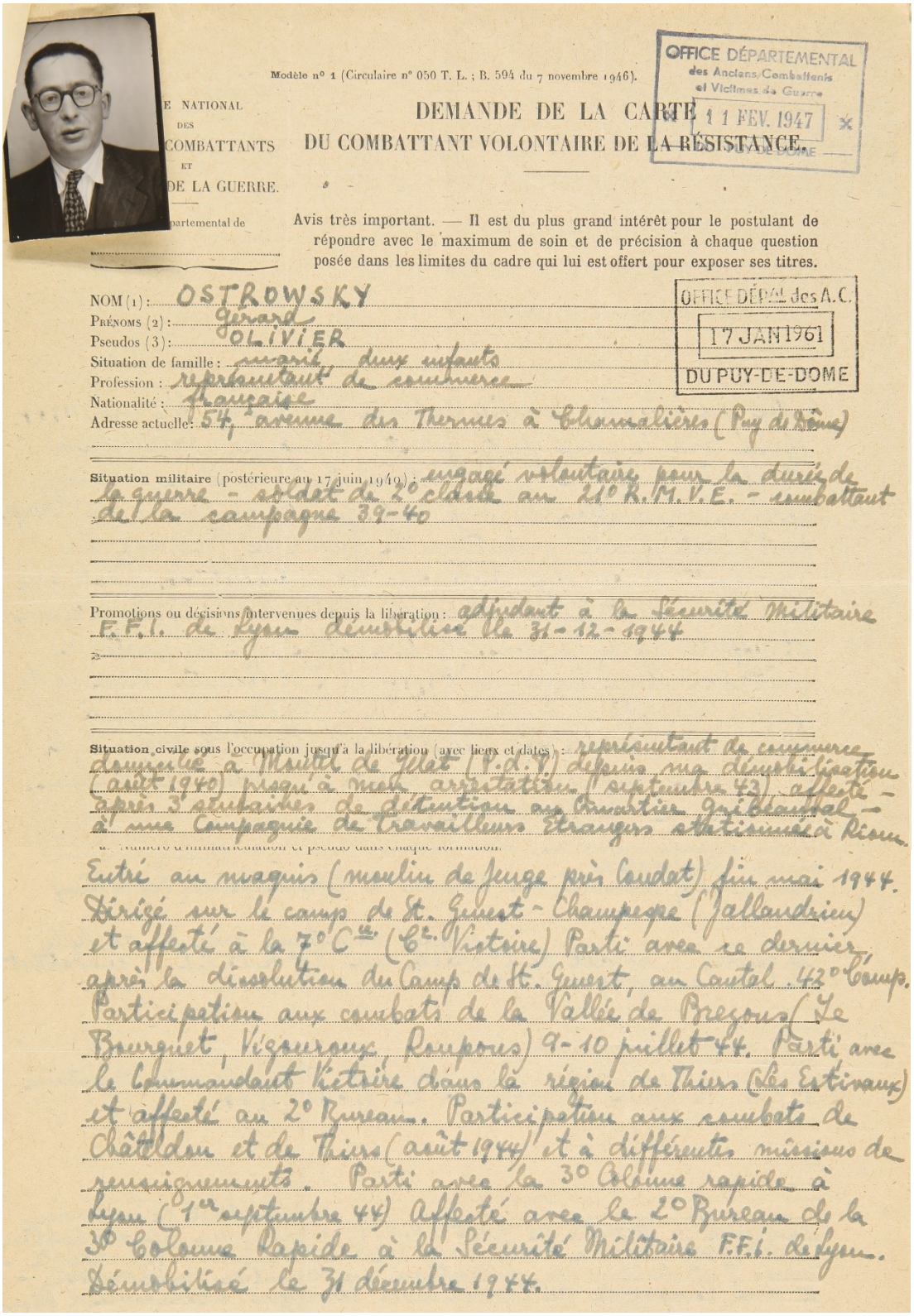
Ce document permet d'appréhender le parcours résistant d'un exilé espagnol contraint d'attendre près de 20 ans pour voir son engagement officiellement reconnu.

FOCUS : Gérard OSTROWSKY dit « Olivier »

DOCUMENT 17

Demande d'attribution d'une carte du Combattant à Gérard OSTROWSKY (11 février 1947 ; réexaminé en 1961).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de l'ONACVG, 2546 W 8011



Modèle n° 1 (Circulaire n° 050 T. L. ; B. 594 du 7 novembre 1946).

E NATIONAL DES COMBATTANTS ET DE LA GUERRE.

partemental de .....

OFFICE DÉPARTEMENTAL des Anciens Combattants et Victimes de Guerre — 11 FEV. 1947 — DU PUY-DE-DÔME

DEMANDE DE LA CARTE DU COMBATTANT VOLONTAIRE DE LA RÉSISTANCE

Avis très important. — Il est du plus grand intérêt pour le postulant de répondre avec le maximum de soin et de précision à chaque question posée dans les limites du cadre qui lui est offert pour exposer ses titres.

OFFICE DÉPAL des A.C. — 17 JAN 1961 — DU PUY-DE-DOME

NOM (1) : OSTROWSKY
Prénoms (2) : Gérard
Pseudos (3) : OLIVIER
Situation de famille : marié deux enfants
Profession : représentant de commerce
Nationalité : française
Adresse actuelle : 54, avenue des Thermes à Chamalières (Puy de Dôme)

Situation militaire (postérieure au 17 juin 1940) : engagé volontaire pour la durée de la guerre - soldat de 2e classe au 21e R.M.V.E. - combattant de la campagne 39-40

Promotions ou décisions intervenues depuis la libération : adjudant à la Sécurité Militaire F.F.I. de Lyon démobilisé le 31-12-1944

Situation civile sous l'occupation jusqu'à la libération (avec lieux et dates) : représentant de commerce demeurant à Moulin de Jeler (V.d.S.) refusa ma démobilisation (août 1940) jusqu'à mon arrestation (septembre 42) effectué - après 3 semaines de détention au fort de Gribeauval - à une compagnie de travailleurs étrangers stationnée à Riom.

Entré au maquis (moulin de Jeuge près Condat) fin mai 1944. Dirigé sur le camp de St. Guiert - Champeyre (Jallandrieu) et affecté à la 7e Cie (Cie Victoire) Parti avec ce dernier après la dissolution du Camp de St. Guiert, au Cantal. 42e Camp. Participation aux combats de la Vallée de Prezons (Le Bruguet Vigeroux Rouzons) 9-10 juillet 44. Parti avec le Commandant Kitsire dans la région de Thiers (Les Estivaux) et affecté au 2e Bureau. Participation aux combats de Châteldon et de Thiers (août 1944) et à différentes missions de renseignements. Parti avec la 3e Colonne rapide à Lyon (1er septembre 44) Affecté avec le 2e Bureau de la 3e Colonne Rapide à la Sécurité Militaire F.F.I. de Lyon. Démobilisé le 31 décembre 1944.

DOCUMENT 18

Attestation de service de Gérard Ostrowsky par le commandant de bataillon Victoire (11 décembre 1944).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de l'ONACVG, 2546 W 8011

CES FRANCAISES DE L'INTERIEUR — Q. G. le 11 Décembre 1944.

V I S I O N D'A U V E R G N E — Le Chef de Bataillon VICTOIRE

Commandant le Bataillon

Bataillon VICTOIRE

Copie

ATTESTATION DE SERVICES.

Je soussigné chef de Bataillon VICTOIRE (Serge Renaudin d'Ivoir) certifie que le nommé OLIVIER (Gérard OSTROWSKY) né le 6-11-1910, domicilié à Montel-de-Gelat (Puy-de-Dôme) a bien servi sous mes ordres depuis le 29 Mai 1944, date à laquelle il s'est engagé dans le maquis d'Auvergne.

1°) A la 7me Cie de Camp de St. Genès.
Par son instruction générale très étendue, s'est tout de suite, révélé comme un auxiliaire très utile pour le Commandant de compagnie. Possédait, d'autre part, tous les moyens nécessaires pour être gradé, s'est employé dans ce sens à la grande satisfaction du Commandement militaire, tout en créant autour de lui une franche atmosphère de réelle camaraderie si nécessaire à la situation particulière des troupes du maquis.

Lors de l'attaque allemande contre le camp de St. Genès et malgré ses charges de famille (marié, 2 enfants) est resté volontairement auprès de son Commandant de Compagnie avec quelques hommes, alors que l'ordre de dispersion avait été donné par le Commandement F. F. I.

2) Passé ensuite dans le Cantal à la 42me Cie, a été un des animateurs de cette nouvelle unité, s'y est révélé un excellent chef de groupe, où à la tête de ses hommes, il participa brillamment à tous les combats livrés par cette Compagnie (3 fois cité).

3) A la formation de la subdivision militaire de Thiers est affecté au 2me Bureau, Service de Renseignements, où il donna toute sa mesure dans toutes les missions qui lui ont été confiées missions qu'il mena toujours à bien, quoique bien souvent surmené et surchargé ne s'est jamais laissé dépassé par les évènements, et s'est montré toujours à la hauteur de sa tâche.

Les travaux, missions, menés par OLIVIER, dans son service ont rendu le plus grand service au Commandement, tant dans la zone de Thiers, que dans la colonne Région N°3, où il se distingua entre autres au cours des affaires WERLHEIM, etc.

Les autorités civiles et militaires des Régions de Clermont-Ferrands et de Lyon ont, par ailleurs, à maintes reprises, fait les éloges de l'Adjudant OLIVIER.

Ce sous-Officier a été pour moi, non seulement un subordonné zelé, mais un auxiliaire très précieux dans mes différents commandements.

Ce sous-Officier de premier choix, a une tenue parfaite, et une moralité excellente.

Le Chef de Bataillon VICTOIRE
Serge RENAUDIN D'IVOIR
Médaillé Militaire,
Croix de Guerre 39-40

Signé : VICTOIRE

DOCUMENT 19

Attestation de la qualité de combattant FFI de G. Ostrowsky par président de la commission d'incorporation des FFI (15 janvier 1945).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de l'ONACVG, 2546 W 8011

Centre Régional d'Incorporation F.F.I.

CERTIFICAT
attesntant la qualité de combattant F.F.I.

Le Commandant MAZUEL Jean dit JUDEX Président de la Commission d'Incorporation des F.F.I. Quartier Desaix à Clermont-Ferrand certifie que M. Ostrowsky, Gérard adjudant a servi volontairement du 29 mai 1944 au 31 Décembre 1944 et avec honneur dans les F.F.I. (Exécution des prescriptions de l'Instruction ministérielle No. 359 CAB/MIL. du 26 Septembre 1944)

à Clermont-Ferrand le 15 Janvier 1945
Le président de la Commission d'incorporation
des F.F.I.
signé : J. Mazuel

DOCUMENT 20

Copie du décret de naturalisation des époux Ostrowsky (10 décembre 1946).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de l'ONACVG, 2546 W 8011

Ministère
de la Population.

Direction du Peuplement
et des Naturalisations.

Sous-Direction
des Naturalisations.

N°. 48I74X45

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Le Gouvernement provisoire de la République Française, sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et du Ministre de la Population.

Décrète:

Article Premier.

Sont naturalisés Français (art. 60 et 62 du Code de la nationalité Française)

OSTROWSKY (Gérard) représentant de commerce né le 6 Novembre 1910, de père Russe à Berlin (Allemagne)

et (art. 64§ 4 du Code de la nationalité française)

KNOBLOCH (Alice) sa femme née le 29 Mai 1906 à Berlin (Allemagne) demeurant à Chamalières (Puy-de-Dôme)

Art; 2.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et le Ministre de la Population sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Paris le DIX DECEMBRE
mil neuf cent quarante six.

Signé: G. BIDAULT
Par le Gouvernement Provisoire de la
République Française

Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,
Signé:
Pierre-Henri TEITGEN

Le Ministre
de la Population,
Signé: R. PRIGENT

DOCUMENT 17 à 20 - ANALYSE ET CONTEXTE

Nature des documents : quatre pièces issues d'un dossier correspondant à une demande de carte de combattant volontaire de la Résistance (CVR), déposée par Gérard OSTROWSKY, dit « Olivier ».

Le parcours retracé dans le dossier se déploie en **trois temps** :
1. **1939-1940 : l'engagement initial.** G. Ostrowsky s'engage volontairement comme soldat 2e classe au 21e Régiment de Marche des Volontaires étrangers (RMVE), unité typique des combattants étrangers, souvent juifs, apatrides ou antifascistes, engagés aux côtés de la France.
2. **1940-1943 : la persécution sous l'Occupation.** Démobilisé en août 1940, il devient représentant de commerce domicilié au Montel-de-Gelat. En septembre 1943, il est arrêté et détenu trois semaines au « Quartier Gribeauval » avant d'être affecté à une Compagnie de travailleurs étrangers stationnée à Riom, dispositif d'internement et de travail forcé ciblant spécifiquement les étrangers et les juifs.
3. **1944 : l'engagement résistant.** Fin mai 1944, il rejoint le camp de Saint-Genès-Champespe (7e compagnie du Bataillon Victoire). Lors de l'attaque allemande contre ce camp, il choisit de rester malgré son statut de père de famille. Replié dans le Cantal, il devient chef de groupe à la 42e compagnie et participe aux affrontements en juillet 1944). Il rejoint ensuite la subdivision militaire de Thiers, participe aux combats de Châteldon et de Thiers en août 1944. Le 1er septembre 1944, il part avec la 3e Colonne rapide vers Lyon, où il est affecté à la Sécurité militaire FFI.

POINTS NOTABLES

1. **Une naturalisation tardive** : Ostrowsky a combattu pour la France avant même d'en être citoyen, illustrant le rôle des volontaires étrangers dans l'effort de guerre français dès 1939.
2. **Un profil de réfugié juif allemand d'origine russe** : l'origine juive communiste berlinoise des deux époux, combinée à l'affectation en G.T.E., dessine un profil caractéristique des dossiers de naturalisation d'après-guerre.
3. **Une reconnaissance officielle appuyée** : l'attestation du chef de bataillon Victoire (Serge Renaudin d'Ivoir, médaillé militaire, Croix de guerre 39-40) est particulièrement élogieuse. Elle est complétée par le certificat FFI du commandant Mazuel (« Judex »), daté du 15 janvier 1945.

CONCLUSION

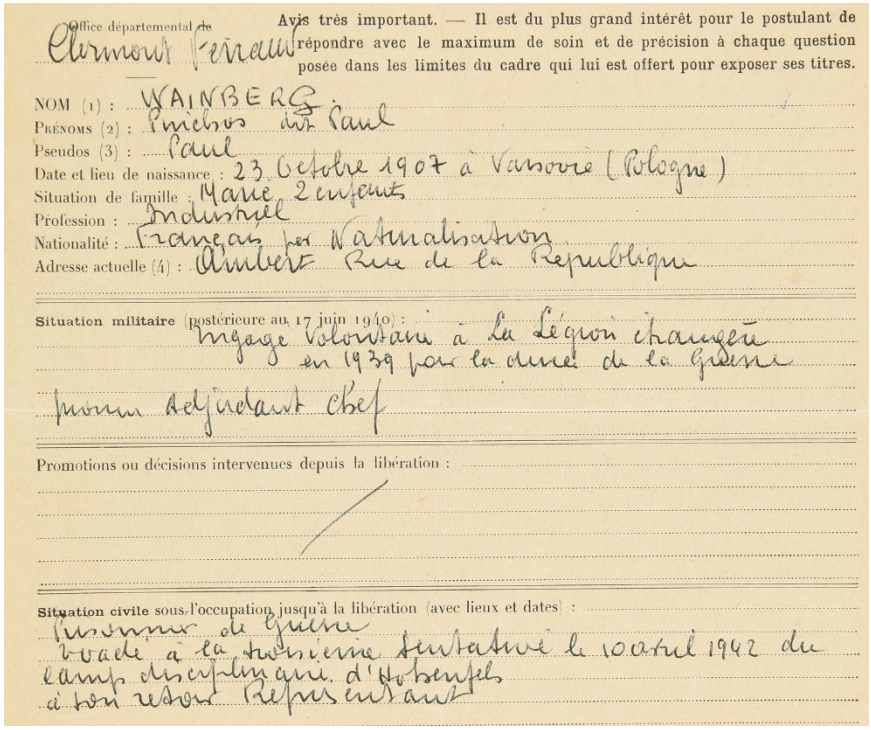
Le dossier retrace la trajectoire d'Ostrowsky, représentative d'engagements croisés de certains étrangers résidant en France : combat volontaire dès 1939 malgré l'absence de nationalité française, persécution sous l'Occupation en tant que juif étranger, puis engagement actif dans la Résistance en 1944. La naturalisation obtenue seulement en 1946 vient clore, sur le plan administratif, son parcours où l'engagement pour la France a précédé la reconnaissance de son appartenance à la Nation.

Informations complémentaires :
https://maitron.fr/ostrowsky-gerard-pseudonyme-dans-la-resistance-adjudant-olivier/

DOCUMENT 21

Demande de carte de volontaire de la Résistance pour Pinchos WAINBERG dit « Paul » (28 déc. 1958).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de l'ONACVG, 2546 W 9840



Office départemental de Clermont Ferrand

Avis très important. — Il est du plus grand intérêt pour le postulant de répondre avec le maximum de soin et de précision à chaque question posée dans les limites du cadre qui lui est offert pour exposer ses titres.

NOM (1) : WAINBERG
PRÉNOMS (2) : Pinchos dit Paul
Pseudos (3) : Paul
Date et lieu de naissance : 23 Octobre 1907 à Varsovie (Pologne)
Situation de famille : Marié 2 enfants
Profession : Industriel
Nationalité : Français par Naturalisation
Adresse actuelle (4) : Ambert Rue de la République

Situation militaire (postérieure au 17 juin 1940) : Engagé Volontaire à la Légion étrangère en 1939 pour la durée de la Guerre
Sergent Adjudant Chef

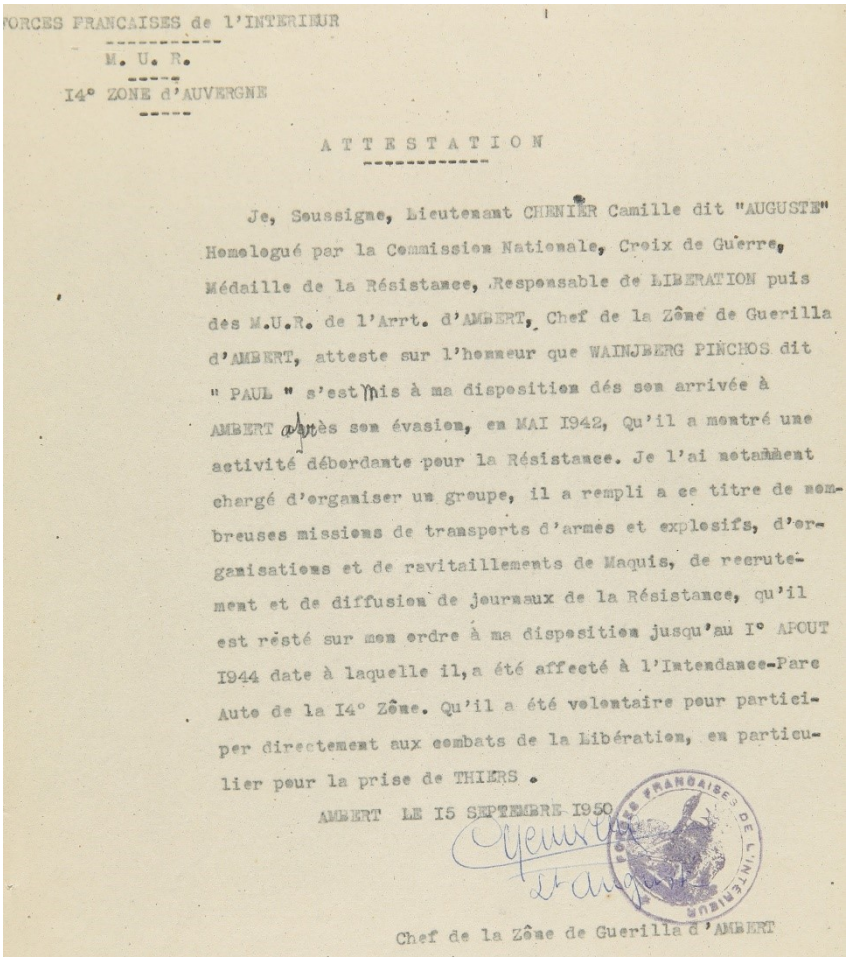
Promotions ou décisions intervenues depuis la libération :

Situation civile sous l'occupation jusqu'à la libération (avec lieux et dates) : Prisonnier de Guerre évadé à la troisième tentative le 10 avril 1942 du camp disciplinaire d'Hohenfels à son retour Représentant

DOCUMENT 22

Attestation du chef de zone de la guérilla d'Ambert en faveur de Pinchos WAINBERG (15 sept. 1950).

Arch. dép. Puy-de-Dôme, fonds de l'ONACVG, 2546 W 9840



FORCES FRANCAISES de l'INTERIEUR
M. U. R.
14° ZONE d'AUVERGNE

ATTESTATION

Je, Soussigné, Lieutenant CHENIER Camille dit "AUGUSTE" Homologué par la Commission Nationale, Croix de Guerre, Médaille de la Résistance, Responsable de LIBERATION puis des M.U.R. de l'Arrt. d'AMBERT, Chef de la Zône de Guerilla d'AMBERT, atteste sur l'honneur que WAINJBERG PINCHOS dit " PAUL " s'est mis à ma disposition dés son arrivée à AMBERT après son évasion, en MAI 1942, Qu'il a montré une activité débordante pour la Résistance. Je l'ai notamment chargé d'organiser un groupe, il a rempli a ce titre de nombreuses missions de transports d'armes et explosifs, d'organisations et de ravitaillements de Maquis, de recrutement et de diffusion de journaux de la Résistance, qu'il est resté sur mon ordre à ma disposition jusqu'au I° AOUT I944 date à laquelle il, a été affecté à l'Intendance-Parc Auto de la I4° Zône. Qu'il a été volontaire pour participer directement aux combats de la Libération, en particulier pour la prise de THIERS.

AMBERT LE I5 SEPTEMBRE I950

FORCES FRANÇAISES DE L'INTÉRIEUR

Chef de la Zône de Guerilla d'AMBERT

DOCUMENT 21 et 22 - ANALYSE ET CONTEXTE

Nature des documents : ces deux pièces appartiennent à un dossier de demande de carte du combattant volontaire de la Résistance (CVR), traité par l'Office départemental de Clermont-Ferrand.
Identité du demandeur : WAINBERG Pinchos, dit « Paul », né le 23 octobre 1907 à Varsovie (Pologne). Marié, deux enfants, résidant à Ambert, il est déclaré « Français par naturalisation ».
L'attestation nominative signée par un chef de secteur FFI constitue une pièce essentielle du dossier : elle sert à corroborer les déclarations du demandeur et à appuyer sa demande d'homologation.

Parcours militaire et de résistance reconstitué par recoupement des deux documents :
Après son engagement volontaire à la Légion étrangère en 1939 pour la durée de la guerre, il est fait prisonnier de guerre. Il parvient à s'évader le 10 avril 1942 et il se met immédiatement à la disposition du lieutenant Chénier au sein de la Résistance de la région ambertoise jusqu'à la Libération.

POINTS NOTABLES

1. L'orthographe du patronyme : le document d'attestation orthographie le nom « WAINJBERG », tandis que l'autre formulaire indique « WAINBERG », une variation fréquente pour les patronymes d'origine étrangère.
2. Profil d'engagement rare : WAINBERG est un engagé volontaire de la Légion étrangère dès 1939, fait prisonnier, puis évadé, il a un parcours de résistant particulièrement actif.
3. Le problème de la naturalisation antérieure à la guerre ou dans l'après-guerre. A-t-il été naturalisé après son arrivée en France, au moment de son incorporation dans la Légion étrangère dès 1939 ou après la guerre ?
4. Attestation tardive mais autorité forte : rédigée cinq ans après les faits par un chef FFI reconnu et décoré, cette attestation a valeur de témoignage crédible pour obtenir une reconnaissance de combattant volontaire.

CONCLUSION

Ce dossier illustre la diversité des parcours d'engagement des étrangers, souvent juifs d'Europe de l'Est, dans la lutte contre l'occupant en Auvergne. La trajectoire de Wainberg représente celle, plus rare, du légionnaire engagé dès 1939, prisonnier évadé après plusieurs tentatives, puis résistant dans le maquis d'Ambert.

IV - Prolongements du dossier en classe

NIVEAU	POINT DE PROGRAMME	ENTRÉE POSSIBLE
3e — Histoire	« La Deuxième Guerre mondiale, une guerre d'anéantissement » ; « La France défaite et occupée. Régime de Vichy, collaboration, Résistance »	Vichy comme État persécuteur et, simultanément, résistants étrangers
3e — EMC	Valeurs de la République, engagement	Qu'est-ce que s'engager quand on n'est pas citoyen ?
1re — Histoire	La Seconde Guerre mondiale (voie générale et technologique)	Collaboration d'État, répression, formes de résistance
Tle — HGGSP	Thème « Histoire et mémoires »	Étude de cas presque clé en main sur la reconnaissance tardive
Lycée pro	« Vivre en France en démocratie depuis 1945 » ; EMC engagement	Parcours d'intégration et de reconnaissance
Français / Lettres	Écriture et témoignage	Document 12 : la lettre jetée du train

Atelier CNRD – « Les étrangers dans la Résistance (1940-1945) »

PRINCIPE GÉNÉRAL

Chaque binôme d'élèves travaille sur un résistant étranger. La mise en commun finale superpose les parcours pour faire apparaître des convergences géographiques (passages par Paris ou une autre ville, par les camps, etc.).

> Étape 1 – Collecter et rédiger

- Aux Archives départementales du Puy-de-Dôme ou en classe
- À partir du dossier documentaire fourni, les élèves remplissent une fiche de collecte standardisée (pays et ville de naissance, étapes de migration vers la France, commune d'installation dans le Puy-de-Dôme, lieux d'action résistante, lieu de mort ou de libération).
- Chaque binôme écrit une notice biographique de 10-20 lignes, en distinguant ce qu'on sait, ce qu'on suppose et ce qu'on ignore.

> Étape 2 – Pistes pédagogiques (indicatives)

Les notices servent de matière à une production collective, au choix :

1. Carte : les élèves définissent ensemble une légende (couleurs et symboles par type d'événement), puis tracent les itinéraires (fond de carte papier ou outil numérique). Chaque binôme présente son parcours à l'oral (2-3 min), ce qui révèle des logiques spatiales (exil républicain espagnol, maquis, réseaux de passage par Clermont-Ferrand). Chacun rédige ensuite un commentaire de carte de 8-12 lignes : description, explication des étapes, mise en perspective.
2. Podcast : adaptation de la notice en texte oral de 2-3 min, enregistrement (smartphone, dictaphone, studio du CDI) et montage avec musique libre de droits ou archive sonore. Diffusion en série d'épisodes en classe ou sur l'ENT.
3. Exposition au CDI : panneaux associant notices et documents d'archives reproduits, avec possibilité de travail interdisciplinaire (arts plastiques, français) et présentation aux autres classes.
4. Webradio du collège : émission de type magazine historique (contexte, interviews croisées journaliste/historien, lecture commentée de documents), qui valorise l'oral argumenté.
5. Revue sous forme de bulletin historique et biographique : notices, commentaires et reproductions rassemblés dans une revue numérique.

À noter : les Archives départementales se disent disponibles pour toute autre mise en œuvre.

Info +

Vous êtes enseignant ? Pour vos cours, de la primaire à la terminale, puisez dans les Archives de précieuses ressources, locales et inédites !

Sur le site internet des Archives, explorez la rubrique « Activités pédagogiques » où vous attendent outils en ligne et ressources pensées pour que vos élèves se familiarisent avec la recherche historique, la critique documentaire, les archives et le métier d'archiviste, ou pour éveiller leur sensibilité à l'importance de la conservation du patrimoine.

Ressources en ligne : des dossiers thématiques, des documentaires, des podcasts et leurs pistes pédagogiques associées à exploiter en classe.

PUY-de-DÔME
MON DÉPARTEMENT

Archives départementales du Puy-de-Dôme

75 rue de Neyrat • 63100 Clermont-Ferrand